

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de Madame Valérie Lowagie (Liste de la Bourgmestre) : pont Fraiteur #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

En décembre 2020, en pleine période de confinement liée à la pandémie de COVID-19, le pont Fraiteur, infrastructure régionale, était rouvert avec une circulation totalement modifiée, à savoir la mise à sens unique de la circulation automobile vers la commune d'Auderghem.

Cette décision unilatérale prise par la Ministre bruxelloise de la Mobilité, s'est trouvée facilitée par la pratique du télétravail qui devenait progressivement la nouvelle norme avec son effet évident sur la densité du trafic automobile.

Aucune consultation préalable de la commune d'Auderghem, de ses habitants et commerçants n'avait été prévue, pas plus qu'une étude de mobilité.

Après les longs travaux de rénovation de la rue des pêcheries qui a généré un calme apprécié par les habitants, le report de trafic a repris massivement dans le quartier, singulièrement sur la rue des Pêcheries et l'avenue Michiels, dont la voirie n'est pas prévue pour absorber entre autres le passage de camions, interdits par une signalisation adéquate.

Le 25 novembre 2021, le conseil communal d'Auderghem demandait au Collège des Bourgmestres et Echevins d'adopter une motion l'invitant notamment à affirmer son opposition à la décision unilatérale de mise à sens unique du pont Fraiteur et d'exprimer sa très grande préoccupation par rapport au report de trafic dans la rue des Pêcheries.

Outre l'intensification du trafic, les auderghemois déplorent l'insécurité générée par la vitesse excessive de ces véhicules.

Début Mai 2025, le dossier du « pont Fraiteur » a refait surface dans les médias. La Région, toujours compétente en la matière, a réaffirmé le principe de laisser le pont à sens unique pour les automobilistes, et ce contre la volonté de la commune d'Ixelles dont la remise en double sens fait partie de l'accord de majorité.

L'argument principal avancé par la ministre Van den Brandt est le gain de temps à hauteur de 4 min par trajet sur la ligne du bus 71. Elle souligne également une sécurité accrue pour les piétons, cyclistes et étudiants qui l'empruntent.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Pouvez-vous nous faire un état actualisé de la question suite à la motion déposée en 2021 ?
- Quid de la vitesse commerciales des bus empruntant la rue des pêcheries et coincés dans les embouteillages ?
- Y a-t-il eu de nouvelles concertations entre les 3 communes concernées pour relancer une action commune?
- Concernant la vitesse excessive des véhicules dans les quartiers impactés, la commune d'Auderghem envisage-t-elle d'installer des feux espagnols, voire d'installer un radar tronçon sur la longueur des rues impactées, ce qui permettrait également de détecter et sanctionner le passage illégal des camions dans ces rues ?

En vous remerciant

Valérie Lowagie

• **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Madame la Conseillère,

Merci beaucoup pour votre question qui touche à un point crucial de la mobilité dans notre commune et dans les communes voisines, Ixelles et Watermael-Boitsfort. Même si la situation s'est heureusement améliorée dans le quartier de la place Keym et des Arcades depuis la fin des travaux rue des Pêcheries, la densité du trafic s'est incontestablement accrue depuis la fermeture aux automobiles du pont Fraiteur dans le sens Auderghem-Ixelles.

Dès mon entrée en fonction, j'ai pris contact avec la commune d'Ixelles, poursuivant ainsi l'action de mes prédécesseurs en faveur de la réouverture du pont Fraiteur dans les deux sens.

L'échevine de la Mobilité d'Ixelles a par ailleurs confirmé sa volonté et celle de son groupe de tout mettre en œuvre pour débloquent ce dossier.

Mais comme vous l'imaginez bien, ce n'est pas si simple. Le pont se situe sur une voirie régionale et la Société de transports bruxellois, la Stib, est également partie prenante au dossier. C'est la Région qui était à l'initiative de la mise à sens unique – main dans la main avec la majorité précédente à Ixelles.

La commune d'Ixelles a proposé au cabinet régional de la Mobilité de travailler sur une ouverture partielle du pont pour les riverains et sur une consultation approfondie des parties prenantes (commerçants, riverains, ULB, Stib...) quant à une ouverture à certaines heures de la journée. Dans une récente interview à la RTBF, la ministre bruxelloise de la Mobilité Elke Vanden Brandt semble avoir entrouvert la porte à cette proposition de compromis, mais sans aucune certitude à ce stade. D'autant que dans la même interview, elle défendait le dispositif actuel en insistant notamment sur la vitesse commerciale accrue du bus 71. « Le bus 71 a gagné quatre minutes par trajet grâce à ce sens unique ». Quatre minutes par trajet... sur 7,8 kilomètres d'artères parmi les plus embouteillées de la ville. Sans commentaire.

La ministre pointe également des améliorations en matière de sécurité routière.

Le sujet sera remis sur la table dès que le gouvernement régional sera en place, nous avait-on assuré dès le mois de décembre dernier. Malgré l'absence de gouvernement, la Région n'est cependant pas restée totalement inactive. Ainsi, les communes de Watermael-Boitsfort et Auderghem ont appris il y a quelques semaines l'existence d'une campagne de mesure du trafic routier réalisée par Bruxelles Mobilité en février dernier (donc en partie pendant les vacances scolaires) dans certaines rues des deux communes, dans le cadre de l'impact de la situation au pont Fraiteur. Les bourgmestres des deux communes ont indiqué par courrier à Bruxelles Mobilité qu'ils auraient souhaité être associés dès le départ à cette campagne et ont demandé à être rapidement informés des résultats de cette dernière.

A ce stade, à l'exception du courrier dont je viens de parler, aucune nouvelle action concertée n'a été entamée, même si je suis en contact régulier avec la commune d'Ixelles, qui est à la manœuvre avec la Région.

Voilà pour l'état d'avancement – si j'ose dire – du dossier.

Vous posez la question de l'impact du sens unique sur la vitesse commerciale des autobus.

J'ai interrogé la Stib à ce sujet. L'entreprise confirme que le gain de temps et la fiabilisation du temps de parcours pour le bus 71 sont très importants pour une ligne aussi fréquentée.

Toujours selon la Stib, le temps de parcours du 95 s'est également amélioré dans le sens vers Watermael-

Boitsfort alors qu'il y a une légère perte dans le sens vers la ville. Pour le 41 il n'y a globalement pas beaucoup de différence (perte de quelque 30 secondes vers Uccle). Le 17 perd environ une minute dans un sens, mais sa fréquentation est nettement plus faible que celles des autres lignes concernées.

Vous nous demandez aussi ce qui a été entrepris pour lutter contre la vitesse excessive des véhicules dans les quartiers impactés. Mon prédécesseur Matthieu Pillois a mis en œuvre un certain nombre de mesures et de dispositifs et j'ai bien évidemment pris sa suite.

Un radar préventif (qui indique la vitesse) a été placé pour rappeler la limitation de vitesse à 30km/h. Toujours dans le but de limiter la vitesse, il est envisagé de placer un radar fixe répressif, en accord avec la police. Dans l'attente de ce dispositif, la police place régulièrement le LiDar. Des contrôles accrus de la police ont également été demandés.

D'autres mesures sont prévues et en cours de réalisation pour sécuriser les passages piétons, comme le placement de thermocollé pour rappeler l'approche des passages piétons. Des « pietos » (petites silhouettes placées aux passages pour piétons) ont également été installés pour attirer l'attention des automobilistes. Celui qui a été « subtilisé » sera remplacé. Une signalisation lumineuse va être placée pour prévenir de l'approche des passages piétons. Enfin, des plots lumineux ont été implantés aux passages piétons.

L'installation d'un système de radar tronçon a été étudiée, mais abandonnée compte tenu du grand nombre de possibilités d'évitement via les rues latérales.

Enfin, ce qui concerne les feux à l'espagnole, il a été décidé de les installer prioritairement aux abords des écoles de la commune et là où il y a déjà des feux de signalisation, comme c'est actuellement le cas avenue Schaller et près de l'Athénée royal d'Auderghem. Je tiens cependant à préciser que, rue des Pêcheries, ces mesures demandent un accord entre les deux communes (Auderghem et Watermael-Boitsfort) et que parfois des désaccords peuvent naître sur les mécanismes à utiliser (par exemple l'utilisation de feux à l'espagnole). Notre objectif est évidemment de trouver les meilleures solutions pour améliorer concrètement la situation sur place.

Madame la Conseillère, j'espère avoir répondu à l'ensemble de vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Valérie Lowagie (Liste de la Bourgmestre):
Frateurbrug #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste Collega's, geacht publiek,

In december 2020, tijdens de lockdown als gevolg van de COVID-19-pandemie, werd de Frateurbrug – een gewestelijke infrastructuur – heropend, met een volledig gewijzigde verkeerssituatie: de invoering van eenrichtingsverkeer voor autoverkeer richting de gemeente Oudergem.

Deze eenzijdige beslissing van de Brusselse minister van Mobiliteit werd vergemakkelijkt door de opkomst van telewerk, dat geleidelijk aan de norm werd, met een duidelijk effect op de verkeersdichtheid.

Er was vooraf geen enkel overleg voorzien met de gemeente Oudergem, noch met haar inwoners of handelaars. Ook een mobiliteitsstudie ontbrak volledig.

Na de langdurige renovatiewerken in de Visserijstraat, die door de bewoners gewaardeerd werden voor de rust die ze tijdelijk meebrachten, kwam het verkeer opnieuw in volle hevigheid terug in de wijk – in het bijzonder in de Visserijstraat en de Michielslaan. Deze wegeninfrastructuur is niet geschikt om vrachtverkeer op te vangen, dat bovendien verboden is via de aanwezige signalisatie.

Op 25 november 2021 vroeg de gemeenteraad van Oudergem aan het College van Burgemeester en Schepenen om een motie aan te nemen, waarin onder meer:

- het verzet werd uitgesproken tegen de eenzijdige beslissing om de Frateurbrug in één richting open te stellen;
- en de grote bezorgdheid werd geuit over het toenemende sluipverkeer in de Visserijstraat.

Naast de toename van het verkeer, klagen de inwoners van Oudergem ook over de onveiligheid die veroorzaakt wordt door overdreven snelheid van voertuigen.

Begin mei 2025 dook het dossier van de "Frateurbrug" opnieuw op in de media. Het Gewest, dat hiervoor nog steeds bevoegd is, bevestigde zijn wil om de brug eenrichting te houden voor autoverkeer – tegen de wens van de gemeente Elsene, waar het herstel van tweerichtingsverkeer deel uitmaakt van het meerderheidsakkoord.

Het belangrijkste argument van minister Van den Brandt is een tijdsbesparing van 4 minuten per rit op de

route van buslijn 71. Zij wijst ook op een verbeterde veiligheid voor voetgangers, fietsers en studenten die van de brug gebruik maken.

Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

- Kunt u ons een actuele stand van zaken geven over dit dossier, in het licht van de motie van 2021?
- Wat met de commerciële snelheid van de bussen die nu vastzitten in de files in de Visserijstraat ?
- Is er nieuw overleg geweest tussen de drie betrokken gemeenten om tot een gezamenlijke actie te komen?
- Wat betreft de overdreven snelheid in de getroffen wijken: overweegt de gemeente Oudergem het plaatsen van ‘Spaanse lichten’ of zelfs het installeren van een trajectcontrole in de getroffen straten? Dit zou ook helpen om het illegale vrachtverkeer in deze straten te detecteren en bestraffen.

Met dank,
Valérie Lowagie

• **Antwoord van Mevrouw Martine Maelschalck, Schepen:**

Mevrouw de Raadslid,

Hartelijk dank voor uw vraag, die een cruciaal punt in de mobiliteit van onze gemeente en de naburige gemeenten Elsene en Watermaal-Bosvoorde aanraakt. Hoewel de situatie gelukkig is verbeterd in de wijk rond het Keymplein en de Arcaden sinds het einde van de werken in de Vissersstraat, is de verkeersdrukte onmiskenbaar toegenomen sinds de afsluiting van de Fraiteurbrug voor auto's in de richting Oudergem-Elsene.

Vanaf het begin van mijn mandaat heb ik contact opgenomen met de gemeente Elsene, waarmee ik het werk van mijn voorgangers heb voortgezet om de Fraiteurbrug in beide richtingen opnieuw open te stellen.

De schepen van Mobiliteit van Elsene heeft bovendien bevestigd dat zij en haar politieke groep alles in het werk willen stellen om het dossier opnieuw in beweging te krijgen.

Maar zoals u zich kunt voorstellen, is het niet zo eenvoudig. De brug ligt op een gewestweg en de Brusselse vervoersmaatschappij MIVB is eveneens betrokken bij het dossier. Het Gewest was destijds initiatiefnemer van de invoering van het eenrichtingsverkeer – in samenwerking met de vorige meerderheid in Elsene.

De gemeente Elsene heeft aan het kabinet van de Gewestminister van Mobiliteit voorgesteld om te werken aan een gedeeltelijke heropening van de brug voor plaatselijke bewoners en aan een grondige raadpleging van alle betrokken partijen (handelaars, buurtbewoners, ULB, MIVB...) over een mogelijke openstelling op bepaalde uren van de dag. In een recent interview met de RTBF leek de Brusselse minister van Mobiliteit, Elke Vanden Brandt, de deur op een kier te zetten voor dit compromisvoorstel, maar zonder enige zekerheid op dit moment. Temeer daar zij in hetzelfde interview het huidige systeem verdedigde, onder meer door te wijzen op de verhoogde commerciële snelheid van bus 71. “Bus 71 wint vier minuten per rit dankzij dit eenrichtingsverkeer.” Vier minuten per rit... op een traject van 7,8 kilometer, één van de meest filegevoelige assen van de stad. Geen commentaar.

De minister wijst ook op verbeteringen op het vlak van verkeersveiligheid.

Het dossier zou opnieuw besproken worden zodra de nieuwe gewestregering gevormd is – dat werd ons al in december beloofd. Ondanks het ontbreken van een nieuwe regering, is het Gewest echter niet volledig inactief gebleven. Zo hebben de gemeenten Watermaal-Bosvoorde en Oudergem enkele weken geleden vernomen dat Brussel Mobiliteit in februari (dus deels tijdens de schoolvakantie) een verkeersmeting heeft uitgevoerd in bepaalde straten van beide gemeenten, in het kader van de impact van de situatie aan de Fraiteurbrug. De burgemeesters van beide gemeenten hebben in een brief aan Brussel Mobiliteit laten weten dat zij graag van bij het begin bij deze metingen betrokken waren geweest, en zij hebben verzocht om snel geïnformeerd te worden over de resultaten.

Op dit moment, afgezien van de eerder vermelde brief, zijn er nog geen nieuwe gezamenlijke acties opgestart, al sta ik wel regelmatig in contact met de gemeente Elsene, die samen met het Gewest het voortouw neemt.

Dit is dus de stand van zaken – als ik het zo mag noemen – van het dossier.

U stelt ook een vraag over de impact van het eenrichtingsverkeer op de commerciële snelheid van de bussen. Ik heb hierover contact opgenomen met de MIVB. De maatschappij bevestigt dat de tijdswinst en de verhoogde betrouwbaarheid van de reistijden zeer belangrijk zijn voor een zo drukke lijn als bus 71.

Volgens de MIVB is ook de reistijd van bus 95 verbeterd in de richting van Watermaal-Bosvoorde, terwijl er in de richting van het stadscentrum een lichte achteruitgang is. Voor bus 41 is er globaal weinig verschil (een verlies van ongeveer 30 seconden richting Ukkel). Bus 17 verliest ongeveer één minuut in één richting, maar deze lijn heeft beduidend minder reizigers dan de andere betrokken lijnen.

U vraagt ook wat er ondernomen is om overdreven snelheid van voertuigen tegen te gaan in de getroffen wijken. Mijn voorganger Matthieu Pillois heeft reeds een aantal maatregelen ingevoerd en uiteraard heb ik zijn werk voortgezet.

Zo werd een snelheidsinformatiebord geplaatst om de snelheidslimiet van 30 km/u in herinnering te brengen. Met hetzelfde doel wordt overwogen om, in overleg met de politie, een vaste snelheidsradar te plaatsen. In afwachting daarvan wordt regelmatig gebruikgemaakt van de LiDar. Er is ook gevraagd om verscherpte controles door de politie.

Andere maatregelen zijn gepland en worden momenteel uitgevoerd om de oversteekplaatsen voor voetgangers veiliger te maken, zoals het aanbrengen van thermoplastische markeringen om de nadering van de zebrapaden te signaleren. Ook werden er 'pietos' (kleine figuurtjes aan de oversteekplaatsen) geplaatst om de aandacht van automobilisten te trekken. De figuur die 'verdwenen' is, zal vervangen worden.

Er zal ook knipperende signalisatie aangebracht worden om de nadering van oversteekplaatsen aan te kondigen. Tot slot zijn er lichtgevende paaltjes aan de oversteekplaatsen geplaatst.

De installatie van een trajectcontrole werd onderzocht, maar uiteindelijk afgewezen vanwege het grote aantal sluiproutes via zijstraten.

Wat betreft de zogenaamde Spaanse verkeerslichten is beslist om deze prioritair te installeren in de buurt van scholen in onze gemeente en op plaatsen waar reeds verkeerslichten aanwezig zijn, zoals nu het geval is op de Schallerlaan en in de buurt van het Koninklijk Atheneum van Oudergem.

Ik wens echter te benadrukken dat maatregelen in de Visserstraat een akkoord vereisen tussen de twee gemeenten (Oudergem en Watermaal-Bosvoorde) en dat er soms meningsverschillen ontstaan over welke mechanismen het best gebruikt worden (zoals bijvoorbeeld het gebruik van Spaanse verkeerslichten). Ons doel is uiteraard om de beste oplossingen te vinden om de situatie ter plaatse daadwerkelijk te verbeteren.

Mevrouw de Raadslid, ik hoop dat ik al uw vragen naar behoren heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de M. Alan Lenglet et Mme Zora Molenberg-Clerbaux (Ecolo Groen) : Politique d'accessibilité communale : conséquences du transfert budgétaire lié à l'audit handistreaming #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins,
Chers collègues,

Lors de la séance du Collège du 13 mai dernier, un transfert budgétaire a été opéré depuis l'article "Audit handistreaming - réalisation de mesures" vers un budget destiné à l'achat de mobilier pour l'administration, pour un montant de 10.000 €.

Cette somme permet notamment l'acquisition de mobilier de bureau et de fauteuils dits " confort premium ", pour un total de près de 30.000 € TVAC.

Nous comprenons que les conditions de travail du personnel doivent être prises au sérieux et que des investissements peuvent être nécessaires.

Cela étant dit, l'enveloppe initialement prévue concernait un audit visant à améliorer l'accessibilité des bâtiments communaux, enjeu essentiel pour de nombreuses personnes en situation de handicap, âgées ou accompagnées de jeunes enfants.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes :

- Pouvez-vous nous confirmer si cet audit est reporté ou annulé ? Et si reporté, à quelle échéance ?
- En l'absence de cet audit, quelles sont les alternatives envisagées pour poursuivre les engagements de la commune en matière d'accessibilité ?
- Enfin, les acquisitions de mobilier ont-elles intégré des critères environnementaux et d'ergonomie, en lien avec les engagements de la commune en matière de durabilité ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Alan Lenglet et Zora Molenberg Clerbaux
Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question.

L'audit handistreaming n'a pas été annulé.

Il y a eu en réalité plusieurs audits échelonnés dans le temps sous la législature précédente, de juillet 2023 à février 2024 concernant l'accessibilité de la maison communale, du centre culturel et de la maison de la prévention, chaussée de Wavre.

Ces audits nous ont livré plusieurs enseignements qui figuraient déjà dans les conclusions des études du plan climat communal et de fait, nombre de mesures d'accessibilité étaient déjà intégrées dans nos investissements et nos actions.

Plusieurs mesures nouvelles, issues de ces audits, ont aussi été mises en œuvre, encore tout récemment. Elles se répartissent sur divers articles des budgets ordinaires et extraordinaires dont l'intitulé est sans lien apparent avec l'accessibilité, ce qui peut donner une vision faussée des efforts entrepris. Elles restent cependant dédiées au bien-être/mieux-être des personnes.

Certaines mesures ont sollicité des articles intitulés « audit handistreaming », comme la pose de rubans adhésifs pour la sécurisation visuelle des portes vitrées aux différents étages de la maison communale ou l'acquisition de boucles à induction pour personnes malentendantes qui ont été installée dans divers édifices dès 2023. Mais d'autres articles du budget sont également mobilisés. Cette année, l'accès au 14 rue Idiers a été rénové en vue de faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite et les travaux ont été imputés à l'article « Travaux divers en voirie et trottoir ». Dans le même ordre d'idées, l'accessibilité du site internet a donné lieu à diverses dépenses tant en 2024 qu'en 2025 sur l'article « Frais de fonctionnement du site web communal ».

Pour en revenir au transfert budgétaire que vous évoquez, il n'a pas été justifié par l'achat de sièges premium confort. Les achats énumérés dans la décision du Collège que vous citez ont été initiés par le service de prévention et de protection du travail. Celui-ci, fort de diverses analyses des risques menées par un ergonome du CESI et informé de diverses demandes de certains collaborateurs, a jugé pertinent d'augmenter le budget prévu initialement à l'achat de mobilier, non pour des sièges « premium », mais pour l'acquisition de mobilier destiné aux collaborateurs souffrant de problèmes de dos, spécialement des sièges particuliers et une quinzaine de bureaux à niveau variable permettant d'alterner la position assise avec la position debout.

Le plan Diversité a en effet révélé qu'au vu des discriminations dont souffrent les personnes handicapées, une priorité autre que des investissements s'impose. A savoir, pour les personnes externes, tenter d'améliorer l'accès au marché de l'emploi et spécialement aux emplois communaux et, en interne, identifier les personnes qui soit souffrent de handicap soit connaissent des personnes handicapées et peuvent servir de personnes ressources pour adapter nos actions.

Le marché d'acquisition de mobilier est régi par un accord-cadre. Le cahier de charges prévoit notamment, au niveau des exigences environnementales : d'inciter les fournisseurs à proposer des produits qui d'un point de vue environnemental vont au-delà des exigences techniques minimales prévues dans le présent cahier des charges ; de ne pas attribuer le marché au soumissionnaire qui aurait remis une offre qui ne respecte pas les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social ou du travail ; des meubles en bois labellisés FSC ou PEFC ou équivalent ; que les critères ergonomiques soient intégrés directement dans le descriptif technique des articles concernés.

J'espère avoir répondu à votre question.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Alan Lenglet en Mw Zora Molenberg-Clerbaux (Ecolo Groen): Gemeentelijke toegankelijkheidspolitiek : gevolg van de budgetaire overdracht ivm handistreaming #

Openbare zitting**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Tijdens de Collegezitting van 13 mei jongstleden werd een budgetoverschrijving goedgekeurd van het artikel "Audit handistreaming – uitvoering van maatregelen" naar een budget bestemd voor de aankoop van meubilair voor de administratie, ten bedrage van 10.000 €.

Dit bedrag maakt onder andere de aankoop mogelijk van bureaumeubilair en zogenaamde "premium comfort"-stoelen, voor een totaalbedrag van bijna 30.000 € incl. btw.

Wij begrijpen dat de werkomstandigheden van het personeel ernstig genomen moeten worden en dat investeringen soms noodzakelijk zijn. Dat gezegd zijnde, was het oorspronkelijk voorziene budget bedoeld voor een audit ter verbetering van de toegankelijkheid van gemeentelijke gebouwen – een essentieel aandachtspunt voor talrijke personen met een handicap, ouderen of ouders met jonge kinderen.

In dit kader wensen wij de volgende vragen te stellen:

- Kunt u bevestigen of deze audit wordt uitgesteld of geannuleerd? En indien uitgesteld, tot wanneer?
- In afwezigheid van deze audit, welke alternatieven overweegt de gemeente om haar engagementen inzake toegankelijkheid voort te zetten?
- Tot slot, werden bij de aankoop van het meubilair milieukundige en ergonomische criteria in overweging genomen, in lijn met de duurzaamheidsdoelstellingen van de gemeente?

Wij danken u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Alan Lenglet en Zora Molenberg Clerbaux

Voor de Ecolo-Groen fractie

- **Antwoord van Mevrouw Martine Maelschalck, Schepen:**

Mijnheer de Raadslid,
Dank u voor uw vraag.

De handistreaming-audit is niet geannuleerd. Er zijn in feite verschillende audits uitgevoerd gespreid in de tijd onder de vorige legislatuur, van juli 2023 tot februari 2024, met betrekking tot de toegankelijkheid van het gemeentehuis, het cultureel centrum en het preventiehuis op de Waversesteenweg.

Deze audits hebben ons verschillende inzichten opgeleverd die overigens reeds terug te vinden waren in de conclusies van de studies in het kader van het gemeentelijk klimaatplan. Daardoor waren heel wat toegankelijkheidsmaatregelen al geïntegreerd in onze investeringen en acties.

Daarnaast zijn ook meerdere nieuwe maatregelen, voortvloeiend uit deze audits, recentelijk geïmplementeerd. Ze worden gefinancierd via diverse artikels van zowel de gewone als de buitengewone begroting, waarvan de benaming niet noodzakelijk verband doet vermoeden met toegankelijkheid. Dat kan een vertekend beeld geven van de geleverde inspanningen, maar deze uitgaven zijn wel degelijk gericht op het welzijn en comfort van personen.

Sommige maatregelen zijn geboekt onder artikels met de titel "handistreaming-audit", zoals het aanbrengen van visuele veiligheidsstickers op glazen deuren op verschillende verdiepingen van het gemeentehuis, of de aankoop van ringleidingen voor slechthorenden, die al sinds 2023 in meerdere gebouwen zijn geïnstalleerd. Maar ook andere budgetartikels worden aangesproken. Zo werd dit jaar de toegang tot het gebouw op Idiersstraat 14 vernieuwd om deze toegankelijker te maken voor personen met beperkte mobiliteit. Deze werken zijn geboekt onder het artikel "Diverse werken aan wegen en voetpaden". In dezelfde geest werd de toegankelijkheid van de gemeentelijke website aangepakt via verschillende uitgaven in 2024 en 2025, geboekt onder het artikel "Werkingskosten gemeentelijke website".

Wat betreft de door u aangehaalde budgetoverdracht: die was niet bedoeld voor de aankoop van 'premium comfort'-stoelen. De aankopen vermeld in de beslissing van het College die u aanhaalt, werden opgestart door de dienst preventie en bescherming op het werk. Op basis van verschillende risicoanalyses uitgevoerd door een ergonomisch adviseur van CESI en ingegeven door specifieke verzoeken van medewerkers, werd geoordeeld dat het aangewezen was om het oorspronkelijk voorziene meubilairbudget te verhogen. Niet voor 'premium'-stoelen, maar wel voor meubilair bestemd voor personeelsleden met rugproblemen, zoals speciale stoelen en een vijftiental in hoogte verstelbare bureaus, zodat zittend en staand werk kan worden afgewisseld.

Het Diversiteitsplan heeft immers duidelijk gemaakt dat, gelet op de discriminatie waarmee personen met een handicap te maken krijgen, een andere prioriteit zich opdringt dan investeringen alleen. Voor externe personen gaat het erom de toegang tot de arbeidsmarkt – en meer bepaald tot gemeentelijke functies – te verbeteren. Intern gaat het om het in kaart brengen van medewerkers die ofwel zelf een handicap hebben of nauw contact hebben met personen met een handicap, en die als aanspreekpunt kunnen fungeren bij het aanpassen van onze acties.

De overheidsopdracht voor de aankoop van meubilair valt onder een raamovereenkomst. Het bestek voorziet onder andere op het vlak van milieueisen dat leveranciers worden aangemoedigd om producten aan te bieden die milieutechnisch verder gaan dan de minimale technische vereisten; dat het contract niet wordt gegund aan een inschrijver wiens offerte de geldende verplichtingen inzake milieu-, sociaal of arbeidsrecht niet naleeft; dat meubels uit hout FSC- of PEFC-gecertificeerd (of gelijkwaardig) moeten zijn; en dat ergonomische criteria rechtstreeks worden opgenomen in de technische beschrijving van de betreffende artikelen.

Ik hoop hiermee uw vraag beantwoord te hebben.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de Messieurs Alan Lenglet et François Lebovy (Ecolo Groen) : Mission PCIC Auderghem-Aït Zineb : transparence, impact et gouvernance #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Chers collègues,

Du 25 mai au 1er juin dernier, une délégation communale de six personnes s'est rendue au Maroc dans le cadre de notre programme de coopération internationale (PCIC 2022-2026) avec la commune d'Aït Zineb et le Conseil provincial de Ouarzazate. Cette mission, financée à hauteur de 9.240 € via Brulocalis, visait notamment à évaluer des projets existants, à renforcer la collaboration sur la gestion des déchets et à appuyer le développement de la participation citoyenne locale.

En tant que conseiller communal du groupe Ecolo-Groen, je tiens à réaffirmer notre soutien au principe de la coopération internationale, ainsi qu'à l'engagement d'Auderghem dans des partenariats de long terme sur des thématiques essentielles. Cela dit, maintenant que cette mission est achevée, il nous semble important d'en évaluer la mise en œuvre pour en renforcer l'impact, et garantir la cohérence de nos actions avec nos engagements écologiques, budgétaires et démocratiques.

C'est pourquoi, nous vous posons les questions suivantes:

- Le déplacement de six personnes en avion représente une empreinte carbone notable. Cette dimension a-t-elle été évaluée avant le départ ? Des alternatives, comme une délégation réduite ou des échanges virtuels pour certaines séquences, avaient-elles été envisagées ? Une compensation carbone a-t-elle été réalisée, ou est-elle prévue, en lien avec le Plan Climat communal ou régional ?
- Pourriez-vous nous fournir un décompte final de la mission, et nous confirmer si le budget de 9.240 € a été respecté ?
- Comment le Collège évalue-t-il aujourd'hui l'efficacité de cette mission ? Quelles retombées concrètes ont été observées ou rapportées par nos partenaires marocains ? Des indicateurs ont-ils permis de mesurer l'atteinte des objectifs fixés, et si oui, lesquels ?
- Sur quelle base les six membres ont-ils été choisis ? Le retour d'expérience montre-t-il que chaque profil était effectivement indispensable sur place pour atteindre les résultats obtenus ? Une ouverture à un acteur associatif auderghemois actif dans les questions de coopération a-t-elle été envisagée ou

pourrait-elle l'être à l'avenir ?

- En ce qui concerne les contenus de la mission, notamment le plan de gestion des déchets, dans quelle mesure les principes du développement durable ont-ils été intégrés aux discussions ? Quelle expertise environnementale spécifique notre commune a-t-elle partagée ?
- Une restitution des activités et des résultats est-elle prévue devant le Conseil communal ou en commission ? Comment le Collège prévoit-il d'informer et de sensibiliser les citoyennes et citoyens d'Auderghem afin de valoriser cette coopération et d'en faire mieux comprendre les apports mutuels ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses. Cette question ne vise pas à remettre en cause la pertinence du partenariat, mais à tirer collectivement les enseignements de cette mission pour en renforcer l'impact, assurer sa cohérence avec les engagements de notre commune, et améliorer la transparence et la participation démocratique autour de ces initiatives.

Pour le groupe Ecolo-Groen, Alan Lenglet

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

En guise d'introduction, rappelons que le programme de Coopération internationale communale (communément appelé CIC) qui lie la commune d'Auderghem à la commune d'Aït Zineb au Maroc existe depuis 2007. Il a été initié d'ailleurs à l'initiative d'une conseillère communale de votre groupe qui a pu se rendre sur place, entre autres mandataires de votre famille politiques, très impliqués dans ce programme.

Ce programme est quinquennal et intégralement financé par la Coopération belge au développement via Brulocalis qui assure un contrôle constant de l'affectation des fonds en fonction des activités convenues avec le partenaire dans la feuille de route en début de programme.

Sachant que les communes du Maroc ont été créées au début des années nonantes, le postulat de ces programmes CIC part du principe qu'il est nécessaire de développer et de renforcer les compétences des communes marocaines (fonctionnaires et élus) par l'échange d'expériences. En résumé, l'idée était que l'expertise d'une autorité locale belge peut contribuer au développement et à la bonne gouvernance d'une nouvelle autorité locale marocaine. Et bien cela a fonctionné !

Pour cette phase 2022-2026, les thématiques convenues sont l'émancipation de la femme ; la jeunesse et l'environnement et le montant total du subsidie est d'environ 200 000 réparti sur les 5 années.

Généralement, une mission par an se déroule en Belgique et une au Maroc pour le suivi concret des projets, les visites sur place, l'évaluation et les formations. Pour la mission qui vient de s'achever, la délégation était au final composée de cinq personnes et non de six. A l'instar des précédentes missions au Maroc ou en Belgique, celle-ci fut soumise à l'approbation préalable de Brulocalis, qui met toujours un point d'honneur à prendre en compte l'impact environnemental, dont l'empreinte carbone, dans l'organisation des missions.

La délégation auderghemoise prend également soin de limiter l'impact environnemental, en utilisant les moyens de transport les moins impactant (transport en commun pour se rendre à l'aéroport ou co-voiturage sur place, par exemple).

Néanmoins, vu la situation géographique de la commune d'Aït Zineb (sud du Maroc), il est complexe de ne pas recourir à l'avion. Notons également qu'en dehors des 2 missions annuelles dont je viens de parler, prévues et balisées par Brulocalis, les coordinateurs du programme s'entretiennent régulièrement en visioconférence avec les partenaires d'Aït Zineb.

Notons également qu'aucune mission n'a pu avoir lieu en 2024.

Le budget prévu pour cette mission a été respecté (7.900 euro dépensés sur un budget de 9.240 euro).

L'objectif de cette mission visait à évaluer les projets financés, mais également à former les élus/fonctionnaires et membres d'association à la participation citoyenne (qui fait partie intégrante de la constitution marocaine) et à l'établissement d'un plan de communication.

Par ces formations-actions autour d'un projet global de gestion des déchets, les effets escomptés visent qu'à terme la commune d'Aït Zineb puisse mobiliser ses apprentissages dans d'autres domaines dont elle a la compétence.

Les membres de la délégation ont été choisis sur base des thématiques de la mission, en l'occurrence le responsable communication, la coordinatrice de la participation citoyenne et le fonctionnaire de prévention, expert en évaluation de projets. Les deux coordinateurs du programme, œuvrent de manière volontaire (en plus de leur charge de travail propre) et participent aux missions pour s'assurer notamment de la cohérence de celles-ci par rapport à la feuille de route mais également pour faciliter les échanges durant les sessions de

travail.

Il est de plus nécessaire pour chaque mission qu'un représentant politique soit présent, pour soutenir les travaux et s'assurer du portage politique des décisions envisagées. Vu la temporalité du programme CIC qui s'achève l'année prochaine ; ma présence était requise afin de convenir de la planification des activités restantes. En clair, je n'y retournerai plus. Etant en plus en charge de la prévention, j'ai pu faire d'une pierre 2 coups si je puis dire.

A l'issue de chaque mission, un rapport d'évaluation est remis à Brulocalis afin de tirer les enseignements et conclusions issues de la mission d'échange. Celui-ci de la dernière mission est en cours de rédaction mais nous pouvons déjà souligner que les objectifs en termes de formation au plan de communication et à la participation citoyenne ont été rencontrés vu le nombre de participants (élus/fonctionnaires/associations d'Aït Zineb) et la qualité des échanges auxquels j'ai personnellement assisté.

Précisons encore que les compétences des participants à la mission seront mobilisés lors des futures rencontres avec les représentants de la commune d'Aït Zineb que ce soit, lors des visioconférences ou lors de l'accueil de la délégation d'Aït Zineb (envisagée à la fin du 2nd semestre de cette année).

Outre les nombreuses formations, au niveau des projets concrets réalisés dans le cadre du partenariat, sans être exhaustif, nous pouvons citer : l'équipement et la création dans chaque douar/village de la commune d'Aït Zineb de classes préscolaires ; la création d'un service de l'action sociale ; la création d'une maternité (492 naissances/an) ; l'équipement de cantines scolaires ; la création d'un centre multimédias ; l'équipement de coopératives féminines ; la création d'une plaine de jeux, la création d'un terrain de sport ; le développement d'un service de transport scolaire ; etc.

Pour l'actuel projet phare et innovant relatif au plan global de gestion des déchets, celui-ci vise à la mise en place d'une réelle politique de collecte et de gestion des déchets dans l'optique d'améliorer les conditions environnementales et d'hygiène de la population. Le premier volet a visé le financement de poubelles, de couleurs différentes en fonction du type de déchets, et de matériels nécessaires à la récolte des déchets (balai, combinaison, etc.). Le partenaire a également obtenu une subvention pour l'achat d'un camion poubelles. Preuve des effets positifs du partenariat, la commune d'Aït Zineb parvient à répondre à des appels à projets propres au Maroc.

Les prochaines phases du projet ont pour objectif l'équipement d'une déchetterie communale et la sensibilisation de la population (association, HoReCa, citoyens) au tri des déchets (aspects de la participation citoyenne et du plan de communication). Le développement durable est au cœur du projet, tout en prenant en compte les réalités et normes propres au Maroc. Il est à spécifier que de manière générale, la population locale revalorise déjà une certaine quantité des déchets : reste de nourriture à destination des animaux ou la revalorisation des PMC via des associations locales. La commune d'Auderghem mobilise son expertise en fonction des activités prévues dans la feuille de route quinquennale, en l'occurrence actuellement, au niveau de la communication, de la propreté et de la participation citoyenne.

Concernant la restitution des activités du partenariat, je vous ai parlé du rapport transmis à Brulocalis mais une communication est aussi faite au collège via des rapports narratifs, au conseil via des commissions réunies et à la population auderghemoise via le site internet ou le journal communal. Les deux coordinateurs se tiennent également à disposition des autorités communales d'Auderghem pour tout renseignement nécessaire.

Enfin, en-dehors du programme, vu le séisme de septembre 2023 qui a touché particulièrement la commune d'Aït Zineb, un projet de solidarité a été mis en place à Auderghem. Les auderghemois et associations locales ont été particulièrement réceptifs vu le montant récolté (plus de 5000€). Après un diagnostic des besoins opérés par la commune d'Aït Zineb, ce montant a permis de financer l'achat de chauffages à bois au bénéfice des familles les plus vulnérables (la commune est proche du massif de l'Atlas et à partir de fin octobre, les nuits sont particulièrement froides) mais également à l'achat d'une tractopelle, via un soutien de Brulocalis, pour déblayer les routes et désenclaver les douars.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heren Alan Lenglet et François Lebovy (Ecolo Groen) :
Missie PGIS Oudergem Aït Zineb : transparentie, invloed en goed bestuur #**

Openbare zitting**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte leden van het Schepencollege,
Beste collega's,

Van 25 mei tot 1 juni jl. heeft een gemeentelijke delegatie van zes personen een werkbezoek gebracht aan Marokko in het kader van ons programma voor internationale samenwerking (PCIC 2022-2026) met de gemeente Aït Zineb en de provincieraad van Ouarzazate. Deze missie, gefinancierd ten belope van 9.240 € via Brulocalis, had onder andere tot doel bestaande projecten te evalueren, de samenwerking rond afvalbeheer te versterken en de ontwikkeling van lokale burgerparticipatie te ondersteunen.

Als gemeenteraadslid van de Ecolo-Groen fractie wil ik onze steun herbevestigen aan het principe van internationale samenwerking, evenals aan het engagement van Oudergem in langetermijnpartnerschappen rond essentiële thema's. Nu deze missie is afgerond, lijkt het ons echter belangrijk om de uitvoering ervan te evalueren om de impact ervan te versterken, en om te garanderen dat onze acties in lijn zijn met onze ecologische, budgettaire en democratische engagementen.

Daarom stellen wij u de volgende vragen:

- De verplaatsing van zes personen per vliegtuig heeft een aanzienlijke ecologische voetafdruk. Werd deze impact vooraf geëvalueerd? Werden alternatieven overwogen, zoals een kleinere delegatie of virtuele uitwisselingen voor bepaalde onderdelen? Werd er een koolstofcompensatie uitgevoerd of is die voorzien, in overeenstemming met het gemeentelijk of gewestelijk klimaatplan?
- Kunt u ons een definitieve kostenraming van de missie bezorgen, en bevestigen of het voorziene budget van 9.240 € werd gerespecteerd?
- Op welke manier evalueert het Schepencollege vandaag de efficiëntie van deze missie? Welke concrete resultaten zijn waargenomen of gerapporteerd door onze Marokkaanse partners? Werden indicatoren gebruikt om de doelstellingen te meten, en zo ja, welke?
- Op basis van welke criteria werden de zes deelnemers geselecteerd? Blijkt uit de terugkoppeling dat elk profiel effectief noodzakelijk was ter plaatse om de vooropgestelde resultaten te behalen? Werd een opening naar een Oudergemse verenigingsactor actief op het vlak van samenwerking overwogen

of kan dit in de toekomst het geval zijn?

- Wat betreft de inhoud van de missie, met name het afvalbeheerplan, in welke mate werden principes van duurzame ontwikkeling geïntegreerd in de besprekingen? Welke specifieke milieu-expertise heeft onze gemeente gedeeld?
- Is er een terugkoppeling voorzien naar de Gemeenteraad of in commissie over de activiteiten en resultaten? Hoe plant het College de inwoners van Oudergem te informeren en te sensibiliseren om deze samenwerking te valoriseren en het wederzijdse belang ervan beter te doen begrijpen?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden. Deze vraag heeft geenszins de bedoeling om het partnerschap in twijfel te trekken, maar wil lessen trekken uit deze missie om haar impact te versterken, haar coherentie met de engagementen van onze gemeente te verzekeren, en de transparantie en democratische participatie rond dergelijke initiatieven te verbeteren.

Voor de Ecolo-Groen fractie, Alan Lenglet

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

Ter inleiding herinner ik eraan dat het programma voor gemeentelijke internationale samenwerking (gewoonlijk GIS genoemd), dat de gemeente Oudergem verbindt met de gemeente Aït Zineb in Marokko, bestaat sinds 2007. Het werd trouwens opgestart op initiatief van een gemeenteraadslid uit uw fractie, dat zich samen met andere verkozenen uit uw politieke familie sterk heeft ingezet voor dit programma.

Dit programma loopt over vijf jaar en wordt volledig gefinancierd door de Belgische ontwikkelingssamenwerking via Brulocalis, die voortdurend toeziet op de besteding van de middelen overeenkomstig de in de startnota afgesproken activiteiten met de partnergemeente.

Aangezien de gemeenten in Marokko pas begin jaren negentig werden opgericht, gaat het uitgangspunt van deze GIS-programma's uit van de noodzaak om de vaardigheden van Marokkaanse gemeenten (zowel ambtenaren als verkozenen) te ontwikkelen en te versterken via ervaringsuitwisseling. Kortom, het idee was dat de expertise van een Belgische lokale overheid kon bijdragen aan de ontwikkeling en goed bestuur van een nieuwe Marokkaanse lokale overheid. En dat is ook zo gebleken!

Voor de fase 2022-2026 zijn de afgesproken thema's vrouwenemancipatie, jeugd en milieu. Het totale subsidiebedrag bedraagt ongeveer 200.000 euro, gespreid over vijf jaar.

In het algemeen vindt jaarlijks één missie plaats in België en één in Marokko, om de projecten concreet op te volgen, werkbezoeken uit te voeren, evaluaties te maken en opleidingen te geven. Voor de missie die zopas werd afgerond, bestond de delegatie uiteindelijk uit vijf personen en niet zes. Net als de vorige missies in Marokko of België, werd deze missie vooraf goedgekeurd door Brulocalis, dat steeds veel belang hecht aan de milieu-impact, waaronder de ecologische voetafdruk, bij het organiseren van de missies.

De Oudergemse delegatie streeft er eveneens naar de milieu-impact te beperken, onder andere door gebruik te maken van milieuvriendelijke vervoermiddelen (openbaar vervoer naar de luchthaven of carpooling ter plaatse bijvoorbeeld).

Toch is het, gezien de geografische ligging van de gemeente Aït Zineb (in het zuiden van Marokko), moeilijk om het vliegtuig volledig te vermijden. Buiten de twee jaarlijkse missies, die gepland en omkaderd worden door Brulocalis, overleggen de coördinatoren van het programma regelmatig via videoconferentie met de partners in Aït Zineb.

Het is ook belangrijk om te vermelden dat er in 2024 geen enkele missie heeft kunnen plaatsvinden.

Het voorziene budget voor deze missie werd gerespecteerd en bedraagt 7.900 euro.

Het doel van deze missie was enerzijds om de gefinancierde projecten te evalueren, en anderzijds om de verkozenen, ambtenaren en leden van verenigingen op te leiden inzake burgerparticipatie (wat een grondwettelijk beginsel is in Marokko) en de opstelling van een communicatieplan.

Door middel van deze actiegerichte opleidingen binnen een globaal project voor afvalbeheer, wordt verwacht dat de gemeente Aït Zineb op termijn haar verworven kennis zal kunnen toepassen op andere bevoegdheidsdomeinen.

De leden van de delegatie werden geselecteerd op basis van de thema's van de missie, namelijk: de communicatieverantwoordelijke, de coördinatrice voor burgerparticipatie en de preventieambtenaar, die tevens expert is in projectevaluatie. De twee programmacoördinatoren werken op vrijwillige basis (bovenop hun normale taken) en nemen deel aan de missies om toe te zien op de samenhang ervan met de afgesproken planning, en om het overleg tijdens de werksessies te vergemakkelijken.

Het is ook noodzakelijk dat bij elke missie een politiek vertegenwoordiger aanwezig is, om het werk te ondersteunen en het politiek draagvlak voor de te nemen beslissingen te verzekeren. Gezien het programma GIS volgend jaar afloopt, was mijn aanwezigheid vereist om de planning van de resterende activiteiten af te stemmen. Concreet zal ik niet opnieuw deelnemen. Aangezien ik ook bevoegd ben voor preventie, kon ik deze opdracht combineren met mijn andere taken.

Na elke missie wordt er een evaluatierapport bezorgd aan Brulocalis om lessen te trekken uit de uitwisseling. Het rapport over de meest recente missie is nog in opmaak, maar we kunnen nu al zeggen dat de doelstellingen op vlak van opleiding inzake communicatieplanning en burgerparticipatie bereikt zijn, gezien het aantal deelnemers (verkozenen, ambtenaren en verenigingen uit Aït Zineb) en de kwaliteit van de uitwisselingen waaraan ik persoonlijk heb deelgenomen.

Verder zullen de competenties van de deelnemers aan de missie worden ingezet tijdens toekomstige contacten met vertegenwoordigers van de gemeente Aït Zineb, hetzij via videoconferenties, hetzij tijdens het geplande bezoek van hun delegatie aan Oudergem (voorzien tegen het einde van het tweede semester van dit jaar).

Naast de vele opleidingsmomenten, kunnen we zonder volledig te willen zijn, de volgende concrete projecten noemen die in het kader van het partnerschap zijn gerealiseerd: de oprichting en uitrusting van kleuterklassen in elk dorp (douar) van de gemeente Aït Zineb; de oprichting van een dienst voor sociale actie; de oprichting van een kraamkliniek (492 geboorten per jaar); de uitrusting van schoolkantines; de oprichting van een multimediacentrum; de ondersteuning van vrouwencoöperaties; de aanleg van een speelplein; de aanleg van een sportterrein; en de ontwikkeling van een schoolvervoersdienst.

Het huidige, toonaangevende en vernieuwende project betreft het opzetten van een globaal afvalbeheerplan. Het doel is om een echt beleid inzake afvalinzameling en -beheer te implementeren om de milieu- en hygiënische omstandigheden van de bevolking te verbeteren. Het eerste luik voorziet in de financiering van vuilnisbakken in verschillende kleuren (volgens het soort afval), evenals materiaal voor afvalinzameling (bezems, werkkledij, enz.). De partnergemeente kreeg bovendien een subsidie voor de aankoop van een vuilniswagen. Dit toont aan dat het partnerschap vruchten afwerpt: de gemeente Aït Zineb slaagt erin in te tekenen op Marokkaanse projectoproepen.

De volgende fasen van het project zijn gericht op het uitrusten van een gemeentelijke afvalopslagplaats en het sensibiliseren van de bevolking (verenigingen, horeca, burgers) voor afvalsortering (aspecten van burgerparticipatie en communicatieplan). Duurzame ontwikkeling staat centraal in het project, met inachtneming van de Marokkaanse realiteit en normen. Het is vermeldenswaard dat de lokale bevolking in het algemeen al een deel van het afval herwaardeert: voedselresten voor dieren of hergebruik van PMD via lokale verenigingen. De gemeente Oudergem stelt haar expertise ter beschikking volgens de activiteiten voorzien in de vijfjarenplanning, momenteel dus inzake communicatie, netheid en burgerparticipatie.

Wat de terugkoppeling van de activiteiten betreft, verwijst ik naar het rapport dat aan Brulocalis wordt bezorgd, maar er wordt ook aan het College gerapporteerd via narratieve verslagen, aan de Gemeenteraad via gezamenlijke commissies, en aan de Oudergemse bevolking via de gemeentelijke website en het infoblad. De twee coördinatoren staan eveneens ter beschikking van het gemeentebestuur voor verdere toelichting.

Tot slot, buiten het programma om, werd na de aardbeving van september 2023, die vooral de gemeente Aït Zineb heeft getroffen, een solidariteitsproject opgezet in Oudergem. De Oudergemnaars en lokale verenigingen hebben zich bijzonder solidair getoond, met een ingezameld bedrag van meer dan 5.000 euro. Na een behoeftenanalyse door de gemeente Aït Zineb, werd dit bedrag gebruikt voor de aankoop van houtkachels voor de meest kwetsbare gezinnen (de gemeente ligt nabij het Atlasgebergte, waar het vanaf eind oktober 's nachts zeer koud wordt), en – met steun van Brulocalis – voor de aankoop van een graafmachine om wegen vrij te maken en dorpen weer toegankelijk te maken.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de Mme Elise Willame et M. Alan Lenglet (Ecolo Groen) : Mobilité dans le quartier Pinoy #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins,
Chers collègues,

Le quartier Pinoy est l'un des cœurs de notre commune. Ecole, commerces, fêtes de quartiers, on ne compte plus les événements qui s'y passent. Cela implique donc de nombreux passages, notamment d'enfants et de leurs parents. Selon nous, une attention doit donc être mise sur la sécurisation et l'accessibilité pour les piétons dans ce quartier.

L'avenue Demey, donnant accès au métro, lieu de passage de nombreuses personnes, comporte assez peu de passage pour piétons lorsque l'on vient de la place Pinoy ou de la rue Crock (3 passages piétons sur l'avenue Demey). De nombreux piétons sont obligés de traverser entre les voitures stationnées, ce qui représente un danger dû au manque de visibilité. Pour ce qui est de l'avenue Crock, on compte uniquement deux passages pour piétons. De plus, aucun passage n'est présent sur les rues transversales (Claes, Dierickx, De Gryse,...).

De plus, le chemin piéton menant au métro à partir de l'avenue Demey comporte depuis quelques années des barrières. Ces dernières rendent le passage des piétons difficile notamment avec une poussette ou encore pire, en chaise roulante.

Selon nous, ces dispositifs ne sont pas en cohérence avec le principe STOP approuvé par le collège qui prône une hiérarchisation des modes de transport et privilégie les piétons, les cyclistes, les transports publics et enfin les voitures privées.

Enfin, de nombreux trottoirs sont en mauvais état dans le quartier ou peu adaptés à la circulation des piétons comme l'avenue Vanhaelen pour laquelle le stationnement déborde très fréquemment sur les trottoirs.

Voici nos questions:

- Est-il possible, selon vous, d'ajouter des passages piétons sur l'avenue Demey permettant une meilleure connexion au métro? Qu'en est-il pour les rues citées?
- Pourriez-vous nous expliquer quelle est la raison de la pose des barrières sur le chemin menant au métro ?
- Envisagez-vous de les supprimer pour fluidifier le passage des piétons se rendant à la station de

métro?

- Quels sont les prochaines rénovations de trottoirs et voiries prévues dans le quartier?

Je vous remercie pour vos réponses sur ces points.

Elise WILLAME

Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question qui concerne un quartier auquel, comme vous le savez, je suis autant attachée que vous.

Le quartier Pinoy retient évidemment toute notre attention quant à sa sécurité et à son accessibilité, et cela, tant en raison de la présence d'une école communale que de ses nombreuses activités festives et commerciales.

Tout récemment, nous avons été interpellés par l'association des parents d'élèves de l'école du Pré des Agneaux à propos de la sécurisation des traversées de l'avenue Théo Vanpé et de l'avenue Vanhaelen. Avec la police, le service Mobilité et le conseiller en sécurité routière, nous avons pris note de leurs arguments et nous allons entamer les travaux d'aménagement tout prochainement ce qui concerne les passages piétons sur les avenues Vanpé et Vanhaelen – mon collègue de l'Espace public vous l'expliquera plus en détail.

Vous nous parlez aujourd'hui de passages piétons situés sur une autre zone, l'avenue Demey. Permettez-moi de préciser que cette rue compte non pas 3, mais 5 passages piétons : aux carrefours avec l'avenue de la Houlette, avec l'avenue Ernest Claes, devant l'accès au métro, aux carrefours avec l'avenue Van Nieuwenhuyse et avec l'avenue Général Merjay. Chacune des rues latérales (Claes, De Gryse, Dierickx et Verboven) dispose d'un passage piéton en bas de la rue, côté Demey. Quant aux rues donnant sur la place Pinoy, elles sont également chacune dotées d'un passage piéton. Seule l'avenue Crock, qui dispose actuellement de deux passages piétons, pourrait en avoir davantage, notamment aux carrefours avec les rues latérales, je vous l'accorde et je vous remercie de l'avoir fait remarquer. Ces aménagements seront examinés sans tarder avec le service Mobilité et la police.

Je n'ai, cela dit, pas l'impression qu'il manque de passages piétons du côté de l'avenue Demey. Permettez-moi aussi d'insister sur un point : aucun piéton n'est « obligé » de traverser entre les voitures stationnées, le simple bon sens et la plus élémentaire prudence leur imposent au contraire de traverser dans les passages réservés à cet effet, même s'ils estiment qu'il n'y en a pas assez.

Les barrières « en chicane » aux deux entrées du passage vers le métro ont été installées, vous ne l'ignorez pas, pour éviter que des cyclistes n'empruntent ce passage à grande vitesse au milieu des piétons et des personnes à mobilité réduite. Pour avoir déjà tenté les deux exercices – faire passer un vélo (étant moi-même à pied) et conduire une poussette – je n'ai pas constaté que ces barrières affectaient la fluidité du passage. Ce rétrécissement a d'ailleurs également, me semble-t-il, une utilité pour ralentir les enfants à l'approche de l'avenue Demey et de l'avenue Van Nieuwenhuyse. La suppression de ces barrières n'est donc pas à l'ordre du jour.

Enfin, en ce qui concerne la voirie et les trottoirs, je laisse la parole à mon collègue l'Echevin de l'Espace public.

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Concernant la rénovation de trottoirs et de voiries dans le quartier, vous n'êtes pas sans savoir que la commune d'Auderghem a fait réaliser par un bureau d'expertise indépendant de la commune un diagnostic de l'état de l'ensemble des voiries et des trottoirs de la commune afin de pouvoir prévoir un plan pluriannuel d'investissement et de rénovation de ses voiries. C'est donc en fonction de ce diagnostic que nous programmons des rénovations. La priorité étant donnée aux voiries où l'état est le plus dégradé bien entendu (c'est-à-dire les voiries rouges). Dans ce diagnostic que vous avez d'ailleurs validé en tant qu'Échevine sous la précédente législature, la quasi-totalité des trottoirs et des voiries sont classés vert soit en bon état. Vous comprendrez donc que nous ne pouvons pas rénover l'ensemble des trottoirs ou voiries en même temps et que ce sont d'abord les trottoirs et voiries en mauvais état qui ont la priorité.

Cependant, pour des raisons de sécurité routière, nous analysons actuellement la possibilité de créer un

trottoir traversant entre Vanpé et la place Pinoy et agrandir l'oreille de trottoir entre Guillaume Poels et VanHaelen pour mettre un passage piéton. En fonction des moyens budgétaires disponibles, ces aménagements pourraient se faire en 2025 ou en 2026. L'asphaltage à moyen terme des rues suivantes est aussi prévue : Merjay, Vanhaelen, Guillaume Crock.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mw Elise Willame en de Heer Alan Lenglet (Ecolo Groen) :
Mobiliteit in de wijk Pinoy #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester, Mevrouwen en Mijnheren Schepenen, Beste collega's,
De wijk Pinoy is een van de kloppende harten van onze gemeente. School, winkels, buurtfeesten – er vinden talrijke evenementen plaats. Dit brengt dan ook heel wat verkeer met zich mee, in het bijzonder van kinderen en hun ouders. Volgens ons verdient de veiligheid en toegankelijkheid voor voetgangers in deze wijk bijzondere aandacht.

De Demeylaan, die toegang geeft tot het metrostation en een drukke doorgangsweg is, telt relatief weinig oversteekplaatsen voor voetgangers wanneer men komt van het Pinoyplein of de Crockstraat (slechts drie zebrapaden op de Demeylaan). Veel voetgangers zijn genooddaakt om tussen geparkeerde auto's over te steken, wat gevaarlijk is door het gebrek aan zichtbaarheid. In de Crocklaan zijn er slechts twee zebrapaden. Bovendien zijn er geen oversteekplaatsen voorzien op de dwarsstraten (Claes, Dierickx, De Gryse,...).

Daarnaast zijn er sinds enkele jaren hekken geplaatst op het voetpad dat van de Demeylaan naar het metrostation leidt. Deze maken het moeilijk voor voetgangers om door te gaan, vooral met een kinderwagen of – nog erger – in een rolstoel.

Volgens ons zijn deze voorzieningen niet in overeenstemming met het STOP-principe dat door het schepencollege werd goedgekeurd, en dat een hiërarchie in de vervoersmodi vooropstelt waarbij voetgangers, fietsers, openbaar vervoer en ten slotte privéwagens de voorkeur krijgen.

Tot slot zijn er in de wijk heel wat voetpaden in slechte staat of niet aangepast aan het voetgangersverkeer, zoals op de Vanhaelenlaan, waar auto's vaak op het trottoir parkeren.

Hierbij onze vragen:

- Acht u het mogelijk om extra oversteekplaatsen te voorzien op de Demeylaan om een betere verbinding met het metrostation te verzekeren? En wat met de andere bovengenoemde straten?
- Kunt u ons uitleggen waarom de hekken op het pad naar het metrostation werden geplaatst?
- Overweegt u deze te verwijderen om de doorgang voor voetgangers richting metro te vergemakkelijken?
- Welke stoep- en wegenwerken zijn gepland in de wijk in de nabije toekomst?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden op deze punten.

Elise WILLAME
Voor de Ecolo-Groen fractie

• **Antwoord van Mevrouw Martine Maelschalck, Schepen:**

Mevrouw de Raadslid,

Dank u voor uw vraag over een wijk die mij – zoals u weet – even dierbaar is als u.

De wijk Pinoy geniet uiteraard onze volle aandacht op het vlak van veiligheid en toegankelijkheid, zowel door de aanwezigheid van een gemeentelijke school als door de vele feestelijke en commerciële activiteiten die er plaatsvinden.

Recent nog werden we gecontacteerd door de oudervereniging van de school Pré des Agneaux in verband met de veiligheid van de oversteekplaatsen op de Théo Vanpélaan en de Vanhaelenlaan. Samen met de politie, de dienst Mobiliteit en de verkeersveiligheidsadviseur hebben we nota genomen van hun bezorgdheden, en we zullen binnenkort starten met de aanpassingswerken aan de zebrapaden op de Vanpé- en Vanhaelenlaan – mijn collega van Openbare Ruimte zal u hierover meer toelichting geven.

U wijst vandaag op zebrapaden in een andere zone, namelijk de Demeylaan. Sta mij toe te verduidelijken dat deze straat niet over 3, maar over 5 zebrapaden beschikt: aan de kruispunten met de Houlettelaan, met de Ernest Claeslaan, ter hoogte van de metrobaan, en aan de kruispunten met de Van Nieuwenhuyse- en Generaal Merjaylaan. Elke zijstraat (Claes, De Gryse, Dierickx en Verboven) beschikt over een zebrapad aan de onderkant van de straat, aan de kant van de Demeylaan. Ook de straten die uitkomen op het Pinoyplein zijn elk voorzien van een zebrapad. Alleen de Guillaume Crocklaan, die momenteel twee zebrapaden telt, zou er inderdaad nog enkele kunnen krijgen aan de kruispunten met de zijstraten. Ik dank u om hierop te wijzen. Deze aanpassingen zullen spoedig worden onderzocht in overleg met de dienst Mobiliteit en de politie.

Ik heb dus niet het gevoel dat er een gebrek aan zebrapaden is langs de Demeylaan.

Sta mij ook toe een punt te benadrukken: geen enkele voetganger is “verplicht” tussen geparkeerde wagens over te steken; gezond verstand en elementaire voorzichtigheid brengen met zich mee dat men gebruikmaakt van de daarvoor voorziene oversteekplaatsen, ook al vindt men dat die niet talrijk genoeg zijn.

Wat betreft de “slalomhekken” aan beide ingangen van de doorgang naar het metrostation: deze zijn geplaatst, zoals u weet, om te vermijden dat fietsers dit pad met hoge snelheid gebruiken tussen de voetgangers en mensen met beperkte mobiliteit. Zelf heb ik de twee situaties al meegemaakt – een fiets doorlaten (terwijl ik te voet was) en met een kinderwagen passeren – en ik heb niet ondervonden dat deze hekken de doorgang belemmeren. Deze versmalling lijkt me overigens ook nuttig om kinderen te vertragen bij het naderen van de Demeylaan en de Van Nieuwenhuyse-laan. Het verwijderen van deze hekken is dan ook niet aan de orde.

Tot slot geef ik het woord aan mijn collega, de Schepen van Openbare Ruimte, wat betreft de rijweg en de voetpaden.

• **Antwoord van de Heer Matthieu Pillois, Schepen**

Wat de renovatie van voetpaden en wegen in de wijk betreft, weet u ongetwijfeld dat de gemeente Oudergem een diagnose heeft laten opmaken van de staat van alle wegen en trottoirs door een onafhankelijk studie bureau. Dit met als doel een meerjarenplan op te stellen voor investeringen en renovaties. Op basis van die diagnose plannen we dus de renovaties, waarbij de prioriteit gaat naar de straten in de slechtste staat (de rode wegen). In deze diagnose, die u trouwens zelf mee heeft goedgekeurd als Schepen tijdens de vorige legislatuur, zijn quasi alle voetpaden en wegen in de wijk als groen geklasseerd, wat betekent dat ze in goede staat zijn.

U zult dus begrijpen dat we niet alle trottoirs of wegen tegelijk kunnen vernieuwen, en dat de slechtste eerst aan bod komen.

Toch onderzoeken we, omwille van verkeersveiligheid, momenteel de mogelijkheid om een doorlopend voetpad aan te leggen tussen de Vanpélaan en het Pinoyplein, en om het trottoir aan de hoek Guillaume Poelslaan en Vanhaelenlaan te verbreden om daar een zebrapad aan te leggen. Afhankelijk van de beschikbare budgetten kunnen deze werken plaatsvinden in 2025 of 2026.

Ook het asfalteren op middellange termijn van volgende straten is voorzien: Merjay, Vanhaelen, Guillaume Crock.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

**#Objet : Question orale de Mme Noémie Dekoninck et M. Alan Lenglet (Ecolo Groen) : Projet
Triomphe 160 – Pollution des sols : impacts sur le projet et sur la future crèche #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins,
Chers collègues,

Le Collège a récemment pris acte du rapport d'évaluation finale relatif au traitement de la pollution du sol sur le site du boulevard du Triomphe 160.

Le rapport d'évaluation final du traitement de la pollution sur le site du boulevard du Triomphe 150-160, rédigé par l'expert Sol-Ex, conclut à la réussite du traitement de durée limitée engagé en 2024, mais souligne aussi le maintien sur place de remblais pollués dépassant les normes d'intervention, simplement recouverts d'une couche de 50 cm de terres saines.

Ce terrain accueillera prochainement une crèche, une maison de quartier et des bureaux. Cet espace est désigné comme jardin. Il s'agit donc d'un site sensible, où la présence d'enfants impose une vigilance accrue.

À ce titre, nous souhaitons poser des questions au Collège sur plusieurs points fondamentaux :

- Comment la commune garantit-elle que les riverains, les futurs usagers (notamment les parents des enfants et le personnel) soient correctement et durablement informés de la pollution résiduelle et des restrictions d'usage ? Comment cette information sera-t-elle pérennisée dans le temps ?
- Pourquoi avoir opté pour une gestion du risque – avec maintien d'une pollution confinée – plutôt qu'un assainissement complet, surtout dans un contexte d'accueil de la petite enfance ? Nous nous demandons si une couche de 50 cm de terre dans l'espace jardin constitue une barrière vraiment suffisante à long terme, notamment dans un lieu prévu pour des jeux d'enfants et en cas de travaux imprévus ?
- Une grande quantité de terres "saines" a été excavée, mais peu réutilisée sur place. N'aurait-il pas été possible de maximiser cette réutilisation pour limiter les transports, l'impact environnemental et la dépendance à des apports externes ?
- Qui portera la responsabilité des mesures de suivi à long terme ? Une provision budgétaire est-elle prévue pour assurer un contrôle régulier et d'éventuelles interventions futures ?

- Dans une logique d'exemplarité attendue de la part de la Commune en tant que maître d'ouvrage, notamment sur les enjeux environnementaux, comment le Collège justifie-t-il le choix d'une gestion du risque – avec maintien partiel de la pollution – sur un terrain destiné à accueillir des enfants ?
- Quels dispositifs concrets sont mis en place pour assurer durablement le respect des restrictions d'usage (interdiction d'excaver, maintien de la couche de recouvrement...) ? Qui sera chargé d'en assurer le suivi dans la durée ?

Je vous remercie pour vos réponses sur ces points qui touchent à la fois à la santé publique, à l'environnement, à la bonne gouvernance et à la confiance des citoyens envers l'action communale.

Pour le groupe Ecolo-Groen, Noémie Deconinck et Alan Lenglet

• **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine :**

Monsieur le Conseiller communal,

Le choix d'une gestion du risque avec confinement de la pollution résiduelle, plutôt qu'un assainissement complet, repose sur une analyse approfondie du contexte, tenant compte à la fois de la nature de la pollution, de sa profondeur, de l'usage projeté du site, et des coûts associés.

Cette pollution est pour rappel, localisée en profondeur et est stable dans le temps. Elle ne présente aucun risque en surface.

C'est dans ce cadre qu'a été mise en place une barrière de protection physique, composée d'une couche de 50 cm de terre végétale propre, posée sur un géotextile de séparation, assurant une isolation claire et durable entre la pollution résiduelle et la surface utilisée ; qui empêche tout contact avec les sols contaminés. Cette mesure assure un niveau de protection équivalent à celui d'un assainissement complet, pour un coût et un impact écologique bien moindres.

Inutile de préciser que ce dispositif est reconnu et validé par les autorités compétentes dans les projets d'aménagement urbains accueillant du public, y compris pour des usages sensibles comme des espaces verts ou des zones de jeux. Il constitue une mesure proportionnée et efficace dès lors que les travaux réalisés sur site respectent les obligations d'encadrement.

Pourquoi pas un assainissement complet, impliquant l'excavation de la totalité des terres polluées ? Cette option a été étudiée mais a été jugée disproportionnée au vu de la nature et de la stabilité de la pollution, ainsi que du coût élevé que cela aurait engendré, sans gain réel en matière de protection des usagers dans le cadre de l'usage projeté. Le rapport coût/bénéfice ne justifiait donc pas cette option.

Car effectivement, un assainissement intégral aurait nécessité :

- L'excavation massive de terres encore aptes à rester sur site en profondeur ;
- Leur transport vers des installations de traitement parfois éloignées ;
- Le recours à des apports de substitution.

A noter également les diverses contraintes liées à la réutilisation des terres excavées ; piste qui a été pleinement intégrée dans la réflexion dès la phase de conception du projet, tant pour limiter les transports que pour réduire l'empreinte environnementale et la dépendance à des matériaux externes:

1. Le profil du projet impliquait des remblais importants sur des hauteurs variant de 50 à 240 cm selon les zones ;
2. L'espace disponible sur le site ne permettait pas de stocker temporairement de grandes quantités de terres. Le chantier se situant en milieu urbain, les contraintes d'espace et de sécurité ont fortement limité cette possibilité ;
3. La qualité agronomique des terres excavées ne permettait pas leur réutilisation en surface, notamment dans les zones en contact avec des végétaux.

Je pense que vous l'avez compris, tout ceci n'est ni écologique ni économique.

Les restrictions d'usage sont les suivantes :

- Interdiction d'excaver le reste des terres polluées situées entre 50 et 100 cm de profondeur sans un accord préalable de Bruxelles Environnement (BE) ;
- Obligation de maintenir une couche de terres végétales de 50 cm au niveau du jardin.

Plusieurs mesures concrètes ont été mises en place sur le site afin d'assurer dans la durée le respect des restrictions d'usage.

Le principal dispositif physique est la pose d'un géotextile avertisseur, installé entre les terres propres de surface et les matériaux plus profonds conservant des traces de pollution. Ce géotextile agit comme une barrière visuelle et technique, clairement identifiable lors de toute intervention dans le sol, empêchant toute excavation involontaire et signalant la limite à ne pas franchir sans encadrement technique.

Cela étant, nous pourrions aussi envisager d'inclure ces clauses dans les conventions avec les futurs occupants. Mais, il est important de préciser que les restrictions ne concernent pas les usages classiques du site, même dans le cadre d'un potager ou d'activités de jardinage familial. La couche de 50 cm de terres végétales garantit une sécurité totale pour les usagers, dans les conditions normales d'utilisation.

Le seul scénario nécessitant une vigilance renforcée concerne des travaux conséquents de terrassement en profondeur, susceptibles d'atteindre ou de franchir le géotextile. De telles interventions ne peuvent être envisagées que dans le cadre d'un réaménagement du site, qui serait de toute façon soumis à permis d'urbanisme et nécessiterait une analyse encadrée par un expert agréé ainsi qu'un accord préalable de BE.

À ce titre, la responsabilité du respect des restrictions incombe au propriétaire du site ou à tout opérateur chargé d'éventuels travaux futurs. Ces obligations seront bien entendu formalisées dans les documents liés au permis, intégrées au dossier technique du bien, et transmises en cas de cession immobilière, afin d'en garantir la pérennité.

Aucune mesure de suivi à long terme n'est nécessaire car la pollution résiduelle a été confinée de manière stable et ne présente pas de risque pour les usagers dans les conditions d'usage prévues.

Je crois que ce choix de gestion du risque, qui assure un niveau de protection équivalent à celui d'un assainissement complet, s'inscrit précisément et justement dans une logique de gestion exemplaire dans le respect du cadre légal en matière de santé et d'environnement, tout en évitant des coûts environnementaux et financiers déraisonnables.

J'espère avoir pu vous rassurer et répondre à l'ensemble de vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mw Noémie Deconick en de Heer Alan Lenglet (Ecolo Groen):
Project Triomflaan 160 - Bodemsverontreiniging : gevolgen op het project en de toekomstige kribben
#**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Het College heeft recent akte genomen van het eindrapport over de sanering van de bodemverontreiniging op de site van de Triomflaan 160. Het eindrapport over de sanering van de site Triomflaan 150-160, opgesteld door bodemexpert Sol-Ex, besluit dat de tijdelijke saneringsmaatregelen die in 2024 werden uitgevoerd succesvol zijn afgerond, maar wijst er ook op dat er op de site verontreinigde ophogingsmaterialen zijn achtergebleven die de interventienormen overschrijden en enkel werden afgedekt met een laag van 50 cm schone grond.

Op dit terrein komen binnenkort een kinderdagverblijf, een wijkhuis en kantoren. De ruimte wordt aangeduid als tuin. Het gaat dus om een gevoelige locatie, waar de aanwezigheid van jonge kinderen verhoogde waakzaamheid vereist.

In dit kader willen wij het College de volgende essentiële vragen stellen:

- Op welke manier garandeert de gemeente dat de buurtbewoners en toekomstige gebruikers (in het bijzonder ouders van kinderen en het personeel) correct en duurzaam worden geïnformeerd over de resterende verontreiniging en de gebruiksbeperkingen? Hoe zal deze informatie ook op lange termijn worden geborgd?
- Waarom werd er gekozen voor een risicobeheersing – met behoud van ingesloten vervuiling – en niet voor een volledige bodemsanering, zeker in een context waarin jonge kinderen zullen worden opgevangen? We vragen ons af of een afdeklaag van 50 cm schone grond in een tuin die bestemd is voor kinderactiviteiten wel een voldoende langetermijnbescherming biedt, vooral in het geval van onverwachte werken.
- Er werd een grote hoeveelheid “schone” grond uitgegraven, maar slechts in beperkte mate ter plaatse hergebruikt. Was het niet mogelijk dit hergebruik te maximaliseren om transport, milieubelasting en afhankelijkheid van externe aanvoer te beperken?

- Wie draagt de verantwoordelijkheid voor de opvolgingsmaatregelen op lange termijn? Is er een budgettaire provisie voorzien om regelmatige controles en eventuele toekomstige ingrepen te garanderen?
- In het licht van de voorbeeldfunctie die van de gemeente als bouwheer mag worden verwacht – zeker op vlak van milieukwesties – hoe verantwoordt het College de keuze voor een risicobeheersing met gedeeltelijk behoud van verontreiniging op een terrein dat bestemd is voor de opvang van jonge kinderen?
- Welke concrete maatregelen zijn voorzien om duurzaam toe te zien op het respecteren van de gebruiksbeperkingen (zoals het verbod op uitgraving, het behoud van de afdeklaag...)? En wie zal hiervoor op lange termijn verantwoordelijk zijn?

Ik dank u voor uw antwoorden op deze vragen, die betrekking hebben op zowel volksgezondheid, milieu en goed bestuur, als op het vertrouwen van de burgers in het gemeentelijk beleid.

Voor de Ecolo-Groen fractie, Noémie Deconinck en Alan Lenglet

- **Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen**

Geachte Gemeenteraadslid,

De keuze voor een risicobeheer met insluiting van de resterende vervuiling, in plaats van een volledige sanering, is gebaseerd op een grondige analyse van de context. Daarbij is rekening gehouden met de aard van de vervuiling, de diepte ervan, het beoogde gebruik van de site en de bijbehorende kosten.

Ter herinnering: deze vervuiling bevindt zich diep in de ondergrond en is stabiel in de tijd. Er is geen risico aan de oppervlakte.

In dit kader werd een fysieke beschermingsbarrière aangebracht, bestaande uit een laag van 50 cm schone teelaarde, gelegd op een scheidend geotextiel. Deze structuur zorgt voor een duidelijke en duurzame isolatie tussen de resterende vervuiling en het gebruikte oppervlak, en voorkomt elk contact met de vervuilde bodemlagen. Deze maatregel biedt een beschermingsniveau dat gelijkwaardig is aan dat van een volledige sanering, maar met aanzienlijk lagere kosten en een veel kleinere ecologische impact.

Het is overbodig te vermelden dat deze aanpak wordt erkend en goedgekeurd door de bevoegde overheden voor stedelijke ontwikkelingsprojecten die toegankelijk zijn voor het publiek — zelfs voor gevoelige bestemmingen zoals groenzones of speelterreinen. Het betreft hier een proportionele en doeltreffende maatregel, op voorwaarde dat de uitgevoerde werkzaamheden op het terrein voldoen aan de begeleidingsverplichtingen.

Waarom dan geen volledige sanering, met afgraving van alle verontreinigde grond? Deze optie werd onderzocht, maar als onevenredig beschouwd gezien de aard en stabiliteit van de vervuiling, evenals de hoge kosten die dit met zich mee zou brengen, zonder werkelijk bijkomend voordeel voor de bescherming van de gebruikers in het kader van het beoogde gebruik. De kosten-batenanalyse rechtvaardigde deze optie dus niet. Een volledige sanering zou immers vereist hebben:

- De grootschalige afgraving van grond die in de diepte op de site kon blijven;
- Het transport van deze grond naar soms ver afgelegen verwerkingsinstallaties;
- Het gebruik van vervangende materialen.

Er moet ook rekening worden gehouden met diverse beperkingen op het hergebruik van afgegraven grond — een piste die al van bij de projectontwerpfase werd meegenomen, met het oog op het beperken van transport, het verkleinen van de ecologische voetafdruk en het verminderen van de afhankelijkheid van externe materialen:

1. Het projectprofiel vereiste aanzienlijke ophogingen, met hoogteverschillen van 50 tot 240 cm afhankelijk van de zones;
2. De beschikbare ruimte op het terrein liet geen tijdelijke opslag van grote hoeveelheden grond toe. De werf bevindt zich in een stedelijke omgeving, waar ruimte- en veiligheidsbeperkingen deze optie sterk inperkten;
3. De agronomische kwaliteit van de afgegraven grond liet hergebruik aan de oppervlakte niet toe, met name in zones in contact met beplanting.

U begrijpt dus dat dit alles noch ecologisch noch economisch verantwoord is.
De gebruiksbeperkingen zijn als volgt:

- Verbod op het afgraven van de resterende vervuilde grondlagen tussen 50 en 100 cm diepte zonder voorafgaande toestemming van Leefmilieu Brussel (LB);
- Verplichting om een laag van 50 cm teelaarde aan te houden ter hoogte van de tuin.

Er zijn op de site ook concrete maatregelen getroffen om de naleving van deze gebruiksbeperkingen op lange termijn te verzekeren.

Het belangrijkste fysieke element is het gebruik van een waarschuwingsgeotextiel, geplaatst tussen de schone bovengrond en de diepere grondlagen die nog sporen van vervuiling bevatten. Dit geotextiel fungeert als een visuele en technische barrière, duidelijk identificeerbaar bij elke ingreep in de bodem. Het voorkomt onbedoelde afgravingen en markeert de grens die niet zonder technische begeleiding overschreden mag worden.

Dat gezegd zijnde, kunnen we ook overwegen om deze bepalingen op te nemen in de overeenkomsten met toekomstige gebruikers. Belangrijk is evenwel te benadrukken dat deze beperkingen geen betrekking hebben op het gewone gebruik van de site — zelfs niet in het kader van een moestuin of gezinsvriendelijke tuinactiviteiten. De laag van 50 cm teelaarde garandeert volledige veiligheid voor de gebruikers bij normaal gebruik.

Het enige scenario waarbij extra waakzaamheid vereist is, betreft ingrijpende grondwerken in de diepte die het geotextiel zouden kunnen bereiken of doorboren. Dergelijke werken kunnen enkel plaatsvinden in het kader van een herontwikkeling van de site, waarvoor sowieso een stedenbouwkundige vergunning vereist is. Daarbij is een begeleide analyse door een erkend expert en voorafgaande goedkeuring van Leefmilieu Brussel noodzakelijk.

In dat opzicht rust de verantwoordelijkheid voor het naleven van de gebruiksbeperkingen bij de eigenaar van het terrein of bij elke uitvoerder van toekomstige werken. Deze verplichtingen zullen uiteraard worden vastgelegd in de vergunningsdocumenten, opgenomen in het technisch dossier van het pand, en overgedragen bij een eventuele eigendomsoverdracht om hun voortzetting te waarborgen.

Er is geen nood aan langdurige opvolgingsmaatregelen aangezien de resterende vervuiling op een stabiele manier werd ingesloten en in de voorziene gebruiksvoorwaarden geen risico vormt voor de gebruikers.

Ik ben ervan overtuigd dat deze keuze voor risicobeheer, die een gelijkwaardige bescherming biedt als een volledige sanering, perfect past binnen een voorbeeldige aanpak in overeenstemming met de wettelijke kaders inzake volksgezondheid en milieubescherming, zonder onredelijke milieu- of financiële kosten te veroorzaken.

Ik hoop u hiermee gerustgesteld te hebben en uw vragen voldoende te hebben beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : les logements publics #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Chers Collègues,
La septième édition du Monitoring des projets de logements publics à Bruxelles, publiée en avril 2025 par perspective.brussels, dresse un état des lieux détaillé de la création de logements publics en Région bruxelloise au 1er janvier 2024.

Il en ressort qu'Auderghem n'a vu la création que de 8 logements sociaux depuis 2009, et qu'aucun nouveau projet n'est actuellement en chantier sur son territoire. L'étude souligne également que le projet «Houlette-Demey III», porté par la SLRB, a été réduit de 94 à 50 logements sociaux, et se trouve toujours à l'étude.

Or, contrairement à d'autres communes densément bâties, cette étude indique que la commune d'Auderghem fait partie des communes disposant encore de réserves foncières publiques non bâties. Ce constat suscite une incompréhension croissante chez plusieurs habitants face au déséquilibre entre les projets privés (souvent onéreux) et le manque d'alternatives publiques accessibles avec pour conséquence la difficulté toujours plus grande pour une partie de la population à pouvoir trouver un logement abordable.

L'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA) signalait quant à lui en 2019 la présence de 63 logements communaux (hors logements sociaux). Chiffre il nous semble sous-évalué étant donné le développement actif de la Régie foncière communale ces dernières années, notamment via des rénovations et acquisitions.

C'est dans ce contexte que je me permets de poser les questions suivantes :

- Le monitoring régional fait état de 8 logements sociaux créés depuis 2009. Pouvez-vous nous indiquer le nombre total actuel de logements sociaux à Auderghem, en incluant ceux dont la gestion est assumée par la SISP (Sociétés Immobilières de Service Public) En Bord de Soignes?
- Quel est aujourd'hui le parc de logements géré par la Régie foncière communale? Pouvez-vous nous indiquer son évolution au cours des dernières années, ainsi que le niveau moyen des loyers appliqués?
- Quelle est la qualité du dialogue entre la Commune d'Auderghem et les opérateurs régionaux (SLRB, Fonds du Logement, Citydev, etc. ?) Y a-t-il eu des projets proposés mais non retenus?
- Quelles sont les raisons ayant conduit à la réduction de moitié du projet «Houlette-Demey III» et à quel stade concret se trouve-t-il aujourd'hui? Est-il envisageable que ce projet soit relancé ou

renforcé ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses

• **Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin**

Messieurs les Conseillers,

Je vous remercie pour vos questions respectives.

Comme vous, j'ai pris connaissance du rapport établi par perspective.brussels en avril 2025 dans le cadre de la septième édition du monitoring des projets de logements publics.

Concernant le nombre total de logements sociaux, dont la gestion incombe pour rappel aux seules Sociétés Immobilières de Service Public (SISP), présents sur le territoire de notre commune, celui-ci s'élève à un peu plus de 900 logements ventilés comme suit : 780 logements gérés par En Bord de Soignes, 100 logements par le Logis Floréal et le surplus (23 logements) par Comensia. Comme vous, je m'étonne de ce nombre de 8 mais depuis la fusion des SISP en 2009 organisée par les partis PS et écolo, la commune d'Auderghem n'a plus la main sur ces logements dont la tutelle est régionale via la SRLB et la ministre Ben Hamou actuellement.

Outre les logements sociaux, il y a bien entendu les logements propriété de la Commune, dont la gestion est effectuée par le service de la Régie foncière. Je m'étonne aussi à cet égard du rapport établi par l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA) qui, dans son « Zoom 2024 sur les Communes » indiquait que le nombre de logements communaux (hors logements sociaux) sur la Commune d'Auderghem était de 63 au 31 décembre 2019. Or, et pour répondre à votre question, le patrimoine de la Régie foncière compte aujourd'hui 129 logements et 9 surfaces commerciales. Ainsi, au cours de la dernière législature (2018-2024), pas moins de 26[1] logements communaux supplémentaires ont été mis en location à destination des candidats-locataires et conformément au règlement communal d'attribution des logements communaux. C'est bien plus proportionnellement aux chiffres de la population que les quelque 65 logements supplémentaires par an qui sont créés par la SLRB. De plus, par une rapide soustraction, le nombre de logements communaux en 2019 était donc d'une centaine, bien supérieur au chiffre de 63 avancé par l'IBSA. Les loyers mensuels moyens pratiqués par la Régie sont les suivants (ventilés par chambre) :

- Logement 1 chambre : 380 €
- Logement 2 chambres : 600 €
- Logement 3 chambres : 780 €
- Logement 4 chambres : 910 €.

Vous pouvez donc constater comme moi que ces loyers sont largement inférieurs aux loyers pratiqués sur le marché locatif privé. Ainsi, et conformément à la Déclaration de politique générale, la majorité poursuit la rénovation d'immeubles pour les mettre sur le marché à loyer réduit aux familles auderghemoises répondant aux critères d'accès aux logements sociaux.

Pour répondre à la question de M. Kanyanzira, la proportion de logements publics n'est donc pas si faible qu'on cherche à faire croire. En effet, en additionnant logements sociaux et logements communaux, plus de 1.000 logements sur la Commune sont destinés à des publics moins favorisés, ce qui est loin d'être négligeable. Par ailleurs, la commune ne dispose plus de foncier disponible tandis que la Région est propriétaire d'un vaste terrain de près de 4ha sur le triangle Delta pour lequel de nombreux projets, dont du logement social, ont été évoqués, mais sans aucune avancée majeure à ce jour. En vertu de la Déclaration de politique générale, la majorité s'engage à poursuivre la mise à disposition d'immeubles aux familles moins favorisées. Ainsi, la maison sise chaussée de Wavre 1977, qui deviendra notre premier logement 5 chambres, est en cours de rénovation et sera en principe disponible à la location début 2026. D'autres chantiers de rénovation sont également en cours ou le seront prochainement. La Commune par le service de la Régie foncière reste aussi toujours à l'affût d'éventuelles opportunités. Ainsi, fin 2024, une offre d'acquisition d'une maison unifamiliale sur la chaussée de Wavre n'a malheureusement pas été acceptée par le propriétaire. Le Comité d'acquisition régional (CAIR) est également régulièrement sollicité afin d'émettre une estimation de biens mis en vente sur le marché. Enfin, des budgets conséquents vont être consacrés ces prochaines années à la rénovation énergétique de nos logements afin d'en améliorer le PEB et d'équiper ceux où c'est techniquement possible de panneaux photovoltaïques.

Par l'intermédiaire de la référente communale au logement, le dialogue avec plusieurs opérateurs régionaux est de qualité. Les échanges sont en effet cordiaux avec les SISP présents sur le territoire de la Commune (singulièrement EBDS vu son importance), mais également avec la SLRB et Urban pour l'obtention de subsides à l'acquisition ou la rénovation. En outre, la Commune a lancé récemment des démarches auprès de Bruxelles-Logement afin de mettre potentiellement en œuvre le droit de gestion publique d'un immeuble insalubre. Enfin et suivant en cela la déclaration de politique générale, la cellule communale du logement a noué contact avec l'Agence Immobilière Sociale (AIS) Delta, basée à Watermael-Boitsfort et qui est gestionnaire de plus de 40 logements sur Auderghem, afin d'envisager les possibilités de collaboration entre nos deux entités.

Enfin, la réduction de moitié du projet « Houlette-Demey III » s'explique pour différentes raisons. À l'origine, le projet « Houlette – Demey » consistait dans les plans de 2015 à l'édification de 2 immeubles dans le prolongement du bâtiment Houlette 2 érigé en 2019. : l'un de 62 logements et l'autre de 32 – soit les 94 logements évoqués dans le document de perspective.brussels.

Dès après les travaux de Houlette 2 il est apparu que la phase Demey (32 logements) au croisement des avenues Houlette / Demey présentait de trop nombreuses dérogations aux réglementations urbanistiques que pour obtenir les autorisations requises. En Bord de Soignes a donc poursuivi l'étude du seul bâtiment Houlette (« Houlette 3 »). Le nombre de logements de cette phase a été réduit de 62 à 54 étant donné le besoin de logements plus grands (plus de chambres) que dans le projet de 2015. Ce projet a été présenté dans une réunion « projet » auprès d'Urban le 8/9/23 dont la conclusion demande à la SISP de se conformer au PPAS sans quoi le Collège des Bourgmestre et Echevins pourrait difficilement donner son accord. Depuis lors, et à ma connaissance, le projet est au point mort.

J'espère avoir répondu aussi précisément que possible à vos différentes questions.

[1] Kouter 87 : 9 logements, Wavre 1975 : 4 logements (4 chambres), Vignette 187 : 2 logements, Vignette 185 : 5 logements (1 studio au RDC + collocation de 4 chambres), Pinoy 18 : 3 logements, Geyskens 10 (1), Wavre 1570 (1), Wavre 1977 (1).

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): openbare huisvesting #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester, Dames en Heren Schepenen, Beste Collega's,
De zevende editie van de Monitoring van de openbare woonprojecten in Brussel, gepubliceerd in april 2025 door perspective.brussels, biedt een gedetailleerd overzicht van de creatie van sociale woningen in het Brussels Gewest op 1 januari 2024.

Daaruit blijkt dat er sinds 2009 slechts 8 sociale woningen zijn gecreëerd in Oudergem, en dat er momenteel geen enkel nieuw project in uitvoering is op haar grondgebied. De studie wijst er ook op dat het project "Houlette-Demey III", gedragen door de BGHM (Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), werd teruggeschroefd van 94 naar 50 sociale woningen en zich nog steeds in de studie- of ontwerpfase bevindt.

Nochtans, in tegenstelling tot andere dichtbebouwde gemeenten, vermeldt deze studie dat Oudergem behoort tot de gemeenten die nog over niet-bebouwde publieke grondreserves beschikken. Deze vaststelling leidt bij meerdere inwoners tot een groeiend onbegrip over het onevenwicht tussen (vaak dure) privéprojecten en het gebrek aan toegankelijke publieke alternatieven, met als gevolg dat het steeds moeilijker wordt voor een deel van de bevolking om betaalbare huisvesting te vinden.

Het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) meldde in 2019 de aanwezigheid van 63 gemeentelijke woningen (exclusief sociale woningen). Dat cijfer lijkt ons echter een onderschatting, gezien de actieve ontwikkeling van de gemeentelijke Grondregie in de voorbije jaren, onder meer via renovaties en aankopen.

In deze context wens ik u de volgende vragen te stellen:

- Het gewestelijk monitoringrapport meldt 8 nieuw gecreëerde sociale woningen sinds 2009. Kunt u ons het totale huidige aantal sociale woningen in Oudergem meedelen, inclusief deze die beheerd worden door de En Bord de Soignes?
- Hoe ziet het woningbestand van de gemeentelijke Grondregie er vandaag uit? Kunt u de evolutie ervan in de afgelopen jaren schetsen, evenals het gemiddelde huurniveau dat wordt toegepast?
- Hoe verloopt de samenwerking tussen de gemeente Oudergem en de gewestelijke actoren (BGHM, Woningfonds, Citydev, enz.)? Zijn er projecten voorgesteld maar uiteindelijk niet weerhouden?
- Wat zijn de redenen voor de halvering van het project "Houlette-Demey III", en in welke concrete fase bevindt het zich momenteel? Is het denkbaar dat dit project nieuw leven wordt ingeblazen of

versterkt?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

• **Antwoord van de heer Michel Blampain, Schepen**

Geachte Raadsleden,

Ik dank u voor uw respectieve vragen. Net als u heb ik kennis genomen van het rapport dat in april 2025 werd opgesteld door perspective.brussels in het kader van de zevende editie van de monitoring van openbare huisvestingsprojecten.

Wat het totale aantal sociale woningen betreft — waarvan het beheer, ik herinner het u eraan, uitsluitend onder de bevoegdheid valt van de Openbare Vastgoedmaatschappijen (SISP) — bedraagt dit op het grondgebied van onze gemeente iets meer dan 900 woningen, als volgt verdeeld: 780 woningen beheerd door En Bord de Soignes, 100 woningen door Le Logis Floréal en het restant (23 woningen) door Comensia. Net als u ben ik verbaasd over het genoemde aantal van 8, maar sinds de fusie van de SISP's in 2009, georganiseerd door de PS- en Ecolo-partijen, heeft de gemeente Oudergem geen zeggenschap meer over deze woningen. Ze vallen onder toezicht van het Gewest via de BGHM en minister Ben Hamou.

Naast de sociale woningen zijn er uiteraard ook de woningen die eigendom zijn van de Gemeente en beheerd worden door de dienst van het Grondbeleid. Ook hier ben ik verbaasd over het rapport van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA), dat in zijn "Zoom 2024 over de Gemeenten" aangaf dat het aantal gemeentelijke woningen (exclusief sociale woningen) in Oudergem op 31 december 2019 63 bedroeg. Echter, om op uw vraag te antwoorden: het patrimonium van het Regie voor het Grondbeleid telt vandaag 129 woningen en 9 commerciële panden. Tijdens de vorige legislatuur (2018-2024) werden niet minder dan 26 extra gemeentelijke woningen verhuurd aan kandidaat-huurders volgens het gemeentelijk toewijzingsreglement. Dit is proportioneel veel meer dan de ongeveer 65 extra woningen per jaar die door de BGHM worden gerealiseerd. Bovendien, door eenvoudige aftrekking, bedroeg het aantal gemeentelijke woningen in 2019 ongeveer 100, veel meer dan de 63 die door het BISA werden vermeld.

De gemiddelde maandelijkse huurprijzen gehanteerd door het Regie voor het Grondbeleid zijn als volgt (per aantal slaapkamers):

- 1 slaapkamer: €380
- 2 slaapkamers: €600
- 3 slaapkamers: €780
- 4 slaapkamers: €910

U kunt dus net als ik vaststellen dat deze huren ruim onder de huurprijzen van de private markt liggen. In overeenstemming met de algemene beleidsverklaring blijft de meerderheid gebouwen renoveren om ze tegen een verlaagde huurprijs beschikbaar te stellen aan gezinnen uit Oudergem die in aanmerking komen voor sociale huisvesting.

Om te antwoorden op de vraag van de heer Kanyanzira: het aandeel openbare woningen is dus niet zo laag als men wil doen geloven. Als men sociale en gemeentelijke woningen optelt, zijn er meer dan 1.000 woningen op het grondgebied van de gemeente bestemd voor sociaal zwakkere doelgroepen. Dat is allerm minst te verwaarlozen.

Bovendien beschikt de gemeente niet meer over beschikbare grond, terwijl het Gewest eigenaar is van een groot terrein van bijna 4 hectare in de Delta-driehoek. Voor dit terrein zijn al talrijke projecten overwogen, waaronder sociale huisvesting, maar tot op heden is er geen significante vooruitgang geboekt.

Overeenkomstig de algemene beleidsverklaring verbindt de meerderheid zich ertoe om gebouwen ter beschikking te blijven stellen van minder bevoorrechte gezinnen. Zo is het huis gelegen aan de Waversesteenweg 1977 — dat onze eerste woning met 5 slaapkamers zal worden — momenteel in renovatie en normaal gezien beschikbaar voor verhuur begin 2026. Andere renovatieprojecten zijn eveneens aan de gang of zullen spoedig starten.

De gemeente, via het Regie voor het Grondbeleid, blijft ook alert voor mogelijke opportuniteiten. Zo werd eind 2024 een bod uitgebracht op een eengezinswoning aan de Waversesteenweg, maar dit werd helaas niet aanvaard door de eigenaar. Het Regionaal Aankoopcomité (CAIR) wordt regelmatig geraadpleegd om schattingen te maken van panden die op de markt komen.

Tot slot zullen aanzienlijke budgetten de komende jaren worden besteed aan de energetische renovatie van onze woningen, om zo het EPC te verbeteren en — waar technisch mogelijk — zonnepanelen te installeren. Via de gemeentelijke huisvestingsreferente wordt er op kwaliteitsvolle wijze overlegd met verschillende regionale actoren. Er is een goed contact met de op het grondgebied actieve SISP's (in het bijzonder EBDS, gezien hun belang), maar ook met de BGHM en Urban met het oog op subsidies voor aankoop of renovatie. Daarnaast heeft de gemeente onlangs stappen ondernomen bij Brussel-Huisvesting om eventueel het recht op openbaar beheer toe te passen op een onbewoonbaar pand. Tot slot heeft de gemeentelijke huisvestingscel, in lijn met de algemene beleidsverklaring, contact gelegd met het Sociaal Verhuurkantoor (SVK) Delta, gevestigd in Watermaal-Bosvoorde en beheerder van meer dan 40 woningen in Oudergem, om samenwerkingsmogelijkheden te verkennen tussen onze beide entiteiten.

Wat ten slotte de halvering van het project "Houlette-Demey III" betreft, zijn daar verschillende redenen voor. Oorspronkelijk bestond het project "Houlette – Demey", volgens de plannen van 2015, uit de bouw van twee gebouwen in het verlengde van Houlette 2, dat in 2019 werd opgetrokken: één met 62 woningen en één met 32, ofwel de 94 woningen die in het document van perspective.brussels worden vermeld.

Na de werken van Houlette 2 bleek echter dat de fase Demey (32 woningen), op de hoek van de Herdersstaflaan en Demeylaan, te veel afwijkingen vertoonde van de stedenbouwkundige voorschriften om de vereiste vergunningen te verkrijgen. En Bord de Soignes heeft daarom de studie voortgezet van enkel het gebouw Houlette ("Houlette 3"). Het aantal woningen in deze fase werd teruggebracht van 62 naar 54, om te voldoen aan de nood aan grotere woningen (meer slaapkamers) dan in het project van 2015. Dit project werd op 8 september 2023 in een "projectvergadering" aan Urban voorgesteld. De conclusie daarvan was dat de SISP zich aan het PPAS moest houden, anders zou het College van Burgemeester en Schepenen moeilijk zijn akkoord kunnen geven. Sindsdien ligt het project, voor zover mij bekend, stil.

Ik hoop zo nauwkeurig mogelijk op uw verschillende vragen te hebben geantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de Monsieur Victor Kanyanzira (PS) : logement public #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames les Echevines,
Messieurs les Echevins,
Chèr-es collègues,

La crise du logement abordable à Bruxelles n'est pas un scoop. Mais certains chiffres devraient sérieusement nous alarmer, et surtout nous faire réagir.

Voici ce que confirme le 7e monitoring des projets de logements publics publié par Perspective Brussels : depuis 2009, la Région bruxelloise a construit 6 255 logements publics, tous types confondus : on parle ici des logements sociaux, moyens, à la location ou à la vente. Un chiffre qui monte à 8 833 si l'on ajoute les projets en cours au 1er janvier 2024.

Ce monitoring révèle aussi que plus de 53 % de ces logements ont été construits sur deux communes seulement : la Ville de Bruxelles et Anderlecht. Quatre autres communes dépassent les 500 logements publics réceptionnés ou en construction : Molenbeek, Evere, Ixelles et Forest.

Chez nous, à Auderghem, sur toute la période 2009–2024, seuls 8 logements publics ont été construits.

Et pourtant, les besoins sont là : à l'échelle de la Région, plus de 56 000 ménages attendent un logement social et des dizaines de milliers de ménage faisant partie de la classe moyenne ont du mal à trouver un appartement à un prix correct. Et cette situation est partagée par bon nombre d'habitantes et habitants de notre commune. Dans ce contexte, je me permets de vous poser les questions suivantes :

1. Comment expliquez-vous qu'Auderghem affiche l'un des plus faibles taux de construction de logements publics en Région bruxelloise ?
2. Combien de logements compte la Régie foncière de la commune ? Quel est le foncier disponible sur le territoire communal et régional à Auderghem ? Des terrains publics ont-ils été vendu pour des constructions privées ces dernières années ?
3. Quels projets concrets comptez-vous entreprendre pour inverser cette tendance ? Pouvez-vous me donner des objectifs chiffrés en matière de création de logements publics pour les prochaines années ?

Merci pour vos réponses.

Victor Kanyanzira, conseiller PS

• **Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin**

Messieurs les Conseillers,

Je vous remercie pour vos questions respectives.

Comme vous, j'ai pris connaissance du rapport établi par perspective.brussels en avril 2025 dans le cadre de la septième édition du monitoring des projets de logements publics.

Concernant le nombre total de logements sociaux, dont la gestion incombe pour rappel aux seules Sociétés Immobilières de Service Public (SISP), présents sur le territoire de notre commune, celui-ci s'élève à un peu plus de 900 logements ventilés comme suit : 780 logements gérés par En Bord de Soignes, 100 logements par le Logis Floréal et le surplus (23 logements) par Comensia. Comme vous, je m'étonne de ce nombre de 8 mais depuis la fusion des SISP en 2009 organisée par les partis PS et écolo, la commune d'Auderghem n'a plus la main sur ces logements dont la tutelle est régionale via la SRLB et la ministre Ben Hamou actuellement.

Outre les logements sociaux, il y a bien entendu les logements propriété de la Commune, dont la gestion est effectuée par le service de la Régie foncière. Je m'étonne aussi à cet égard du rapport établi par l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA) qui, dans son « Zoom 2024 sur les Communes » indiquait que le nombre de logements communaux (hors logements sociaux) sur la Commune d'Auderghem était de 63 au 31 décembre 2019. Or, et pour répondre à votre question, le patrimoine de la Régie foncière compte aujourd'hui 129 logements et 9 surfaces commerciales. Ainsi, au cours de la dernière législature (2018-2024), pas moins de 26[1] logements communaux supplémentaires ont été mis en location à destination des candidats-locataires et conformément au règlement communal d'attribution des logements communaux. C'est bien plus proportionnellement aux chiffres de la population que les quelque 65 logements supplémentaires par an qui sont créés par la SLRB. De plus, par une rapide soustraction, le nombre de logements communaux en 2019 était donc d'une centaine, bien supérieur au chiffre de 63 avancé par l'IBSA. Les loyers mensuels moyens pratiqués par la Régie sont les suivants (ventilés par chambre) :

- Logement 1 chambre : 380 €
- Logement 2 chambres : 600 €
- Logement 3 chambres : 780 €
- Logement 4 chambres : 910 €.

Vous pouvez donc constater comme moi que ces loyers sont largement inférieurs aux loyers pratiqués sur le marché locatif privé. Ainsi, et conformément à la Déclaration de politique générale, la majorité poursuit la rénovation d'immeubles pour les mettre sur le marché à loyer réduit aux familles auderghemoises répondant aux critères d'accès aux logements sociaux.

Pour répondre à la question de M. Kanyanzira, la proportion de logements publics n'est donc pas si faible qu'on cherche à faire croire. En effet, en additionnant logements sociaux et logements communaux, plus de 1.000 logements sur la Commune sont destinés à des publics moins favorisés, ce qui est loin d'être négligeable. Par ailleurs, la commune ne dispose plus de foncier disponible tandis que la Région est propriétaire d'un vaste terrain de près de 4ha sur le triangle Delta pour lequel de nombreux projets, dont du logement social, ont été évoqués, mais sans aucune avancée majeure à ce jour. En vertu de la Déclaration de politique générale, la majorité s'engage à poursuivre la mise à disposition d'immeubles aux familles moins favorisées. Ainsi, la maison sise chaussée de Wavre 1977, qui deviendra notre premier logement 5 chambres, est en cours de rénovation et sera en principe disponible à la location début 2026. D'autres chantiers de rénovation sont également en cours ou le seront prochainement. La Commune par le service de la Régie foncière reste aussi toujours à l'affût d'éventuelles opportunités. Ainsi, fin 2024, une offre d'acquisition d'une maison unifamiliale sur la chaussée de Wavre n'a malheureusement pas été acceptée par le propriétaire. Le Comité d'acquisition régional (CAIR) est également régulièrement sollicité afin d'émettre une estimation de biens mis en vente sur le marché. Enfin, des budgets conséquents vont être consacrés ces prochaines années à la rénovation énergétique de nos logements afin d'en améliorer le PEB et d'équiper ceux où c'est techniquement possible de panneaux photovoltaïques.

Par l'intermédiaire de la référente communale au logement, le dialogue avec plusieurs opérateurs régionaux est de qualité. Les échanges sont en effet cordiaux avec les SISP présents sur le territoire de la Commune

(singulièrement EBDS vu son importance), mais également avec la SLRB et Urban pour l'obtention de subsides à l'acquisition ou la rénovation. En outre, la Commune a lancé récemment des démarches auprès de Bruxelles-Logement afin de mettre potentiellement en œuvre le droit de gestion publique d'un immeuble insalubre. Enfin et suivant en cela la déclaration de politique générale, la cellule communale du logement a noué contact avec l'Agence Immobilière Sociale (AIS) Delta, basée à Watermael-Boitsfort et qui est gestionnaire de plus de 40 logements sur Auderghem, afin d'envisager les possibilités de collaboration entre nos deux entités.

Enfin, la réduction de moitié du projet «Houlette-Demey III» s'explique pour différentes raisons. À l'origine, le projet « Houlette – Demey » consistait dans les plans de 2015 à l'édification de 2 immeubles dans le prolongement du bâtiment Houlette 2 érigé en 2019. : l'un de 62 logements et l'autre de 32 – soit les 94 logements évoqués dans le document de perspective.brussels.

Dès après les travaux de Houlette 2 il est apparu que la phase Demey (32 logements) au croisement des avenues Houlette / Demey présentait de trop nombreuses dérogations aux règlementations urbanistiques que pour obtenir les autorisations requises. En Bord de Soignes a donc poursuivi l'étude du seul bâtiment Houlette (« Houlette 3 »). Le nombre de logements de cette phase a été réduit de 62 à 54 étant donné le besoin de logements plus grands (plus de chambres) que dans le projet de 2015. Ce projet a été présenté dans une réunion « projet » auprès d'Urban le 8/9/23 dont la conclusion demande à la SISF de se conformer au PPAS sans quoi le Collège des Bourgmestre et Echevins pourrait difficilement donner son accord. Depuis lors, et à ma connaissance, le projet est au point mort.

J'espère avoir répondu aussi précisément que possible à vos différentes questions.

[1] Kouter 87 : 9 logements, Wavre 1975 : 4 logements (4 chambres), Vignette 187 : 2 logements, Vignette 185 : 5 logements (1 studio au RDC + collocation de 4 chambres), Pinoy 18 : 3 logements, Geyskens 10 (1), Wavre 1570 (1), Wavre 1977 (1).

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Victor Kanyanzira (PS): sociale huisvesting #

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

De crisis van betaalbaar wonen in Brussel is geen nieuwtje. Maar sommige cijfers zouden ons ernstig moeten verontrusten, en vooral tot actie moeten aanzetten.

Dit wordt bevestigd door de 7e monitoring van publieke huisvestingsprojecten, gepubliceerd door Perspective Brussels: sinds 2009 heeft het Brussels Gewest 6.255 publieke woningen gebouwd, alle types samen – we spreken hier over sociale en middenklassewoningen, zowel te huur als te koop. Dit cijfer stijgt tot 8.833 als we de projecten in uitvoering op 1 januari 2024 meerekenen.

Uit deze monitoring blijkt ook dat meer dan 53% van deze woningen in slechts twee gemeenten werden gebouwd: de Stad Brussel en Anderlecht. Vier andere gemeenten overschrijden de kaap van 500 publieke woningen die opgeleverd zijn of in aanbouw zijn: Molenbeek, Evere, Elsene en Vorst.

Bij ons, in Oudergem, werden tussen 2009 en 2024 slechts 8 publieke woningen gebouwd.

En nochtans zijn de behoeften er: op gewestelijk niveau wachten meer dan 56.000 gezinnen op een sociale woning, en tienduizenden gezinnen uit de middenklasse vinden nauwelijks een betaalbaar appartement. Die situatie geldt ook voor veel inwoners van onze gemeente.

In deze context veroorloof ik mij u de volgende vragen te stellen:

1. Hoe verklaart u dat Oudergem één van de laagste bouwcijfers van publieke woningen in het Brussels Gewest heeft?
2. Hoeveel woningen telt de gemeentelijke Grondregie? Welke gronden zijn beschikbaar op het grondgebied van de gemeente en het gewestelijk deel van Oudergem? Werden er de afgelopen jaren publieke gronden verkocht voor privébouwprojecten?
3. Welke concrete projecten bent u van plan op te starten om deze trend om te keren? Kunt u mij concrete doelstellingen geven wat betreft de creatie van publieke woningen in de komende jaren?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Victor Kanyanzira, PS-gemeenteraadslid

• **Antwoord van de heer Michel Blampain, Schepen**

Geachte Raadsleden,

Ik dank u voor uw respectieve vragen. Net als u heb ik kennis genomen van het rapport dat in april 2025 werd opgesteld door perspective.brussels in het kader van de zevende editie van de monitoring van openbare huisvestingsprojecten.

Wat het totale aantal sociale woningen betreft — waarvan het beheer, ik herinner het u eraan, uitsluitend onder de bevoegdheid valt van de Openbare Vastgoedmaatschappijen (SISP) — bedraagt dit op het grondgebied van onze gemeente iets meer dan 900 woningen, als volgt verdeeld: 780 woningen beheerd door En Bord de Soignes, 100 woningen door Le Logis Floréal en het restant (23 woningen) door Comensia. Net als u ben ik verbaasd over het genoemde aantal van 8, maar sinds de fusie van de SISP's in 2009, georganiseerd door de PS- en Ecolo-partijen, heeft de gemeente Oudergem geen zeggenschap meer over deze woningen. Ze vallen onder toezicht van het Gewest via de BGHM en minister Ben Hamou.

Naast de sociale woningen zijn er uiteraard ook de woningen die eigendom zijn van de Gemeente en beheerd worden door de dienst van het Grondbeleid. Ook hier ben ik verbaasd over het rapport van het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA), dat in zijn "Zoom 2024 over de Gemeenten" aangaf dat het aantal gemeentelijke woningen (exclusief sociale woningen) in Oudergem op 31 december 2019 63 bedroeg. Echter, om op uw vraag te antwoorden: het patrimonium van het Regie voor het Grondbeleid telt vandaag 129 woningen en 9 commerciële panden. Tijdens de vorige legislatuur (2018-2024) werden niet minder dan 26 extra gemeentelijke woningen verhuurd aan kandidaat-huurders volgens het gemeentelijk toewijzingsreglement. Dit is proportioneel veel meer dan de ongeveer 65 extra woningen per jaar die door de BGHM worden gerealiseerd. Bovendien, door eenvoudige aftrekking, bedroeg het aantal gemeentelijke woningen in 2019 ongeveer 100, veel meer dan de 63 die door het BISA werden vermeld.

De gemiddelde maandelijkse huurprijzen gehanteerd door het Regie voor het Grondbeleid zijn als volgt (per aantal slaapkamers):

- 1 slaapkamer: €380
- 2 slaapkamers: €600
- 3 slaapkamers: €780
- 4 slaapkamers: €910

U kunt dus net als ik vaststellen dat deze huren ruim onder de huurprijzen van de private markt liggen. In overeenstemming met de algemene beleidsverklaring blijft de meerderheid gebouwen renoveren om ze tegen een verlaagde huurprijs beschikbaar te stellen aan gezinnen uit Oudergem die in aanmerking komen voor sociale huisvesting.

Om te antwoorden op de vraag van de heer Kanyanzira: het aandeel openbare woningen is dus niet zo laag als men wil doen geloven. Als men sociale en gemeentelijke woningen optelt, zijn er meer dan 1.000 woningen op het grondgebied van de gemeente bestemd voor sociaal zwakkere doelgroepen. Dat is allerm minst te verwaarlozen.

Bovendien beschikt de gemeente niet meer over beschikbare grond, terwijl het Gewest eigenaar is van een groot terrein van bijna 4 hectare in de Delta-driehoek. Voor dit terrein zijn al talrijke projecten overwogen, waaronder sociale huisvesting, maar tot op heden is er geen significante vooruitgang geboekt.

Overeenkomstig de algemene beleidsverklaring verbindt de meerderheid zich ertoe om gebouwen ter beschikking te blijven stellen van minder bevoorrechte gezinnen. Zo is het huis gelegen aan de Waversesteenweg 1977 — dat onze eerste woning met 5 slaapkamers zal worden — momenteel in renovatie en normaal gezien beschikbaar voor verhuur begin 2026. Andere renovatieprojecten zijn eveneens aan de gang of zullen spoedig starten.

De gemeente, via het Regie voor het Grondbeleid, blijft ook alert voor mogelijke opportuniteiten. Zo werd eind 2024 een bod uitgebracht op een eengezinswoning aan de Waversesteenweg, maar dit werd helaas niet aanvaard door de eigenaar. Het Regionaal Aankoopcomité (CAIR) wordt regelmatig geraadpleegd om schattingen te maken van panden die op de markt komen.

Tot slot zullen aanzienlijke budgetten de komende jaren worden besteed aan de energetische renovatie van onze woningen, om zo het EPC te verbeteren en — waar technisch mogelijk — zonnepanelen te installeren. Via de gemeentelijke huisvestingsreferente wordt er op kwaliteitsvolle wijze overlegd met verschillende regionale actoren. Er is een goed contact met de op het grondgebied actieve SISP's (in het bijzonder EBDS,

gezien hun belang), maar ook met de BGHM en Urban met het oog op subsidies voor aankoop of renovatie. Daarnaast heeft de gemeente onlangs stappen ondernomen bij Brussel-Huisvesting om eventueel het recht op openbaar beheer toe te passen op een onbewoonbaar pand. Tot slot heeft de gemeentelijke huisvestingscel, in lijn met de algemene beleidsverklaring, contact gelegd met het Sociaal Verhuurkantoor (SVK) Delta, gevestigd in Watermaal-Bosvoorde en beheerder van meer dan 40 woningen in Oudergem, om samenwerkingsmogelijkheden te verkennen tussen onze beide entiteiten.

Wat ten slotte de halvering van het project "Houlette-Demey III" betreft, zijn daar verschillende redenen voor. Oorspronkelijk bestond het project "Houlette – Demey", volgens de plannen van 2015, uit de bouw van twee gebouwen in het verlengde van Houlette 2, dat in 2019 werd opgetrokken: één met 62 woningen en één met 32, ofwel de 94 woningen die in het document van perspective.brussels worden vermeld.

Na de werken van Houlette 2 bleek echter dat de fase Demey (32 woningen), op de hoek van de Herdersstaflaan en Demeylaan, te veel afwijkingen vertoonde van de stedenbouwkundige voorschriften om de vereiste vergunningen te verkrijgen. En Bord de Soignes heeft daarom de studie voortgezet van enkel het gebouw Houlette ("Houlette 3"). Het aantal woningen in deze fase werd teruggebracht van 62 naar 54, om te voldoen aan de nood aan grotere woningen (meer slaapkamers) dan in het project van 2015. Dit project werd op 8 september 2023 in een "projectvergadering" aan Urban voorgesteld. De conclusie daarvan was dat de SISP zich aan het PPAS moest houden, anders zou het College van Burgemeester en Schepenen moeilijk zijn akkoord kunnen geven. Sindsdien ligt het project, voor zover mij bekend, stil.

Ik hoop zo nauwkeurig mogelijk op uw verschillende vragen te hebben geantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame et Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) :
reconstruction du Pavillon Collin #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins.

Chers Collègues, cher public,

La satisfaction a été grande d'apprendre que le chantier de reconstruction du pavillon de l'école Collin allait commencer.

Connaissant les difficultés d'accès de ce site, ce chantier sera certainement compliqué, mais cela en vaudra vraiment la peine tant l'éveil aux sciences et aux techniques est important pour les générations futures

Voici nos questions.

- Pourriez-vous nous rappeler quel est le budget de cette rénovation ? Combien d'enfants vont-il en bénéficier ?
- Pourriez-vous nous donner quelques indications sur le projet STEM qui regroupe ces matières ?
- Cette rénovation sera-t-elle l'occasion d'une réflexion sur le projet d'établissement du CS Blankedelle, comme le Souverain a son cirque étude ou les Marronniers ses arts plastiques ? Si oui, pourriez-vous nous donner les grandes étapes et deadline de la démarche que vous entendez insuffler à la direction ?
- Ce pavillon sera-t-il accessible à d'autres écoles et des collaborations seront-elles mises en place ? Des stages parascolaires y seront-ils organisés ?
- Pourriez-vous nous confirmer qu'il y aura un accès PMR ?

En vous remerciant d'avance pour vos réponses.

Marc Vandame et Mathieu Poma

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Monsieur le conseiller,

Je vous remercie pour votre question. Elle me permet de mettre en avant un projet formidable pour nos écoles en particulier pour le CS Blankedelle qui compte environ 300 enfants.

Pour rappel, le budget passé au Conseil de décembre dernier et s'élève à 1.141.448 € TVAC et avec une marge d'imprévision de 15 % incluse.

Entrons dans le vif du sujet : le STEM (STIM en français) est l'acronyme de Science Technologie Ingénierie & Mathématiques. Cet axe de travail peut paraître complexe voire trop audacieux pour une école fondamentale. Est-ce qu'une école maternelle / primaire doit avoir la prétention de former des mathématiciens, des ingénieurs ou des scientifiques. Evidemment ! C'est une conviction ferme que nous partageons avec les équipes pédagogiques : les vocations naissent dès le plus jeune âge. Dès lors, initier nos élèves à ces disciplines aussi ambitieuses que passionnantes pourrait s'avérer déterminant dans leurs choix d'études et de carrière futurs.

Il ne s'agira pas de prodiguer des théories abstraites et inaccessibles pour ces jeunes enfants mais au contraire de leur présenter et de les faire participer à des expériences concrètes, des recherches, des questionnements, des observations, des visites et des rencontres avec ces matières qui, naturellement, passionnent déjà les petits (quel enfant n'est pas fasciné par les dinosaures, les étoiles, les insectes, les constructions remarquables et j'en passe...).

Ce qui est certain, c'est que l'arrivée du pavillon Collin devrait bouleverser complètement le projet pédagogique du CS Blankedelle et devenir définitivement sa marque de fabrique. Attention ! les enseignants n'ont pas attendu que le bâtiment sorte de terre.

L'équipe pédagogique a déjà depuis longtemps délaissé son précédent projet (expression .COMME) pour s'intéresser à des problématiques et à des défis plus actuels et plus palpables. L'école a ainsi obtenu le titre d'Eco-School, pour lequel les enseignants ont mis en place une mare pédagogique, des potagers, des plantations en perma-culture, un canapé forestier et s'intéressent pour nombre d'entre eux au concept d'école du dehors.

Notons également que le bâtiment a été pensé en collaboration avec une délégation d'enseignants ainsi qu'un représentant des Jeunesses scientifiques, ce dernier ayant une expérience utile en la matière puisqu'à cette époque, cette association venait de finaliser un projet similaire avec l'Université de Mons.

Plus concrètement au cours de cette année scolaire, le projet STEM a déjà démarré grâce à la mobilisation de toute l'équipe pédagogique et ce, au travers de 5 journées durant lesquelles chaque classe, de l'accueil à la sixième primaire, a travaillé sur les thèmes du corps, de l'école du dehors, des 100 jours d'école (ce qui donne lieu à nombre d'activités mathématiques), de l'eau et des énergies.

Pour les années à venir, nous espérons :

- organiser annuellement une semaine « Sciences en fête » en partenariat avec l'asbl Capsciences ; subsidiées pour tout ou partie par les chèques sciences Innoviris (démarrage idéalement prévu pour l'année scolaire 2025-2026).
- organiser un calendrier de sorties culturelles annuelles obligatoires par année (planétarium, musée des sciences naturelles,...) (démarrage idéalement prévu pour l'année scolaire 2025-2026)
- recruter un référent qui garantira le bon usage du pavillon Collin et du matériel mis à disposition et qui animera des ateliers spécifiques à destination des petits et des grands (démarrage idéalement prévu pour l'année scolaire 2026-2027)
- créer une collaboration durable avec une asbl telle que les Jeunesses scientifiques, l'espoir étant de profiter d'ateliers gratuits en échange de la mise à disposition du pavillon Collin durant les mercredi après-midi, les week-end ou les grandes vacances (démarrage idéalement prévu pour l'année scolaire 2025-2026)

Nous restons évidemment particulièrement intéressés par toute autre idée qui permettrait de donner encore plus de puissance et de visibilité à ce projet.

Comme évoqué, l'objectif est de « créer une collaboration durable avec une asbl telle que les Jeunesses scientifiques, l'espoir étant de profiter d'ateliers gratuits en échange de la mise à disposition du pavillon Collin durant les mercredi après-midi, les week-end ou les grandes vacances. »

Les autres écoles communales pourraient à terme être invitées de manière ponctuelle à découvrir, au travers d'une exposition, les réalisations des enfants du Blankedelle. Ce projet restera toutefois la signature propre au Blankedelle, à l'instar de l'immersion au Pré des Agneaux, du cirque au Souverain et des Arts aux Marronniers.

Enfin, la réglementation applicable en Urbanisme impose des normes d'accès aux personnes à mobilité réduites que nous respecterons bien évidemment.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Marc Vandame en Mathieu Poma (Liste de la
Bourgmestre): verbouwing van het Collin-paviljoen #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren de Schepenen,
Beste Collega's, beste publiek,

Het is met grote voldoening dat we hebben vernomen dat de heropbouw van het Collin-schoolpaviljoen zal beginnen.

Gezien de moeilijke toegang tot deze locatie, zal de werf ongetwijfeld ingewikkeld zijn, maar het zal echt de moeite waard zijn, aangezien de belangstelling voor wetenschappen en technologieën van groot belang is voor toekomstige generaties.

Hier zijn onze vragen.

- Kunt u ons herinneren wat het budget voor deze renovatie is? Hoeveel kinderen zullen hiervan profiteren?
- Kunt u ons wat meer informatie geven over het STEM-project dat deze vakken omvat?
- Zal deze renovatie aanleiding geven tot een reflectie over het onderwijsproject van het CS Blankedelle, zoals de Souverain zijn studie-circus heeft of de Marronniers zijn plastische kunsten? Zo ja, kunt u ons de belangrijkste fasen en deadlines van het proces aangeven dat u wilt aansteken bij de directie?
- Zal dit paviljoen toegankelijk zijn voor andere scholen en zullen er samenwerkingen worden opgezet? Zullen er buitenschoolse stages worden georganiseerd?
- Kunt u ons bevestigen dat er een toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit (PMR) zal zijn?

Wij danken u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Marc Vandame et Mathieu Poma

- Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen

Geachte heer Raadslid,

Hartelijk dank voor uw vraag. Ze biedt mij de gelegenheid om een prachtig project voor onze scholen in de kijker te zetten, in het bijzonder voor het Gemeentelijk Schoolcentrum Blankedelle, dat ongeveer 300 kinderen telt.

Ter herinnering: het budget dat op de gemeenteraad van december werd goedgekeurd, bedraagt 1.141.448 euro inclusief btw, met een voorzieningsmarge van 15%.

Laten we ter zake komen: STEM (STIM in het Frans) is het acroniem voor Science, Technologie, Engineering & Mathematics. Deze benadering kan complex of zelfs te ambitieus lijken voor een basisschool. Moet een kleuter- of lagere school zich echt tot doel stellen om wiskundigen, ingenieurs of wetenschappers op te leiden? Absoluut! Dit is een sterke overtuiging die wij delen met de onderwijsteams: roepingen ontstaan al op jonge leeftijd. Daarom kan het initiëren van onze leerlingen in deze ambitieuze én boeiende disciplines bepalend zijn voor hun toekomstige studie- en beroepskeuzes.

Het is niet de bedoeling om abstracte en onbereikbare theorieën aan te leren, maar om hen daarentegen te laten deelnemen aan concrete ervaringen, onderzoeken, vraagstellingen, observaties, bezoeken en ontmoetingen met deze vakgebieden die kinderen van nature fascineren (welk kind is er niet geboeid door dinosaurussen, sterren, insecten, indrukwekkende bouwwerken, enz.).

Wat zeker is, is dat de komst van het Collin-paviljoen het pedagogische project van CS Blankedelle grondig zal hertekenen en er blijvend een herkenbare identiteit aan zal geven. Opgelet: de leerkrachten hebben niet gewacht op de bouw van het gebouw om te starten.

Het onderwijsteam heeft zijn vorige project (.COMME – gericht op expressie) al geruime tijd achter zich gelaten om zich te focussen op actuelere en meer tastbare uitdagingen. Zo heeft de school het label “Eco-School” behaald, waarvoor de leerkrachten een educatieve vijver, moestuinen, permacultuurplantsoenen, een bosbank hebben aangelegd, en waarbij velen zich verdiepen in het concept van “buitenonderwijs”.

Belangrijk om te vermelden is dat het gebouw werd ontworpen in samenwerking met een delegatie van leerkrachten en een vertegenwoordiger van de Jeugdwetenschappen, die op dat moment net een gelijkaardig project met de Universiteit van Bergen (UMons) had afgerond.

Concreet is het STEM-project dit schooljaar al van start gegaan dankzij de inzet van het volledige onderwijsteam. Dit gebeurde via vijf themadagen waarop elke klas, van de kleuterklas tot het zesde leerjaar, werkte rond de thema's: het menselijk lichaam, buitenonderwijs, 100 dagen school (wat aanleiding geeft tot tal van wiskundige activiteiten), water en energie.

Voor de komende jaren hopen wij het volgende te realiseren:

- jaarlijks een “Wetenschapsfeestweek” organiseren in samenwerking met de vzw Capsciences, mogelijk (gedeeltelijk) gesubsidieerd met Innoviris Wetenschapscheques (ideaal van start in schooljaar 2025-2026);
- jaarlijks verplichte culturele uitstappen organiseren per leerjaar (bijv. planetarium, museum voor natuurwetenschappen...) (ideaal van start in schooljaar 2025-2026);
- een STEM-coördinator aanwerven die instaat voor het correct gebruik van het Collin-paviljoen en het beschikbare materiaal, en die specifieke ateliers zal begeleiden voor jong en oud (ideaal van start in schooljaar 2026-2027);
- een duurzame samenwerking opzetten met een vzw zoals Jeugdwetenschappen, met als doel gratis workshops te verkrijgen in ruil voor het gebruik van het Collin-paviljoen op woensdagnamiddagen, in het weekend of tijdens de schoolvakanties (ideaal van start in schooljaar 2025-2026).

Wij staan uiteraard ook open voor elke andere suggestie die dit project meer kracht en zichtbaarheid zou kunnen geven.

Zoals reeds vermeld, is het de bedoeling “een duurzame samenwerking op te zetten met een vzw zoals Jeugdwetenschappen, met als doel gratis ateliers te verkrijgen in ruil voor het ter beschikking stellen van het Collin-paviljoen tijdens woensdagnamiddagen, weekends of schoolvakanties.”

Op termijn kunnen ook andere gemeentelijke scholen uitgenodigd worden om — bijvoorbeeld via een tentoonstelling — de verwezenlijkingen van de kinderen van Blankedelle te ontdekken. Dit project zal echter wel het eigen uithangbord van Blankedelle blijven, net zoals immersie dat is voor Pré des Agneaux, circus voor Le Souverain en kunst voor Les Marronniers.

Tot slot: de stedenbouwkundige voorschriften vereisen een toegankelijke infrastructuur voor personen met een beperkte mobiliteit, en uiteraard zullen wij die normen naleven.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Jeannine Crucifix, *Conseiller communal*.

Séance du 05.06.25

#Objet : Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : distributeurs automatiques de billets #

Séance publique

Secrétariat

Madame La Bourgmestre,
Monsieur Le Présidente,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Chers collègues,

La disparition progressive des distributeurs automatiques de billets dans les agences bancaires et en voirie est un phénomène bien connu, qui s'accélère depuis plusieurs années. Pour y répondre, l'entreprise Batopin ne cesse, quant à elle, de développer des points Cash, en concertation avec les communes. Bonne nouvelle : un nouveau point sera prochainement installé avenue du Chant d'Oiseau. Mais cette annonce met aussi en évidence une autre réalité : plusieurs quartiers d'Auderghem restent à l'écart de cette offre, notamment :

- Le quartier autour du Bld des Invalides
- Le quartier Pinoy – Pré des Agneaux
- Le quartier du Blankedelle – Transvaal

Pourtant, ces quartiers ne sont pas marginaux : ils accueillent une population importante, avec de nombreux seniors, des personnes à mobilité réduite et des publics qui ne sont pas toujours familiers des outils numériques ou des paiements dématérialisés. Certes, nous savons que le recours au cash diminue. C'est une tendance de fond, et sans doute une évolution positive. Mais cette transition ne peut pas se faire au détriment des plus fragiles. Il faut accompagner ce changement et non le subir. C'est pourquoi je souhaite vous poser les questions suivantes :

1. Sur quelles bases s'est appuyée l'installation du point Cash avenue du Chant d'Oiseau ?
2. Quels sont les prochains points cash prévus dans la commune ?
3. Avez-vous consulté les habitants des quartiers plus densément peuplés pour prendre connaissance de leurs besoins ?
4. Enfin, la Commune prévoit-elle des actions spécifiques pour accompagner les publics concernés (notamment les seniors et PMR) dans cette transition vers un monde moins centré sur le cash ?

Je vous remercie
Emmanuelle Poznanski
Groupe PS

• **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Madame la Conseillère,

Vous touchez là un point extrêmement préoccupant dont mon groupe s'est inquiété à plusieurs reprises sous la précédente législature.

Hélas, la majeure partie de vos questions concerne des informations qui relèvent de la stratégie d'une entreprise privée qu'il ne m'appartient pas d'explicitier et à propos de laquelle les communes ne sont pas consultées. Sous la législature précédente, Mesdames la Bourgmestre et l'Échevine du Commerce avaient rencontré des responsables de Batopin à propos de leur politique de déploiement des distributeurs de billets, notamment dans le contexte de la suppression du distributeur de la place Pinoy.

Batopin avait notamment expliqué que son objectif était d'installer des groupes de trois ou quatre distributeurs en plusieurs points de la commune. Vous constaterez que c'est ce qui a été mis en place à Saint-Julien ou à la station Herrmann-Debroux. Un projet existe(rail) également boulevard du Souverain. En revanche, la réinstallation de « petits » distributeurs, comme dans le quartier Henrard ou à Pinoy, n'a définitivement pas été retenue par le consortium.

Il avait aussi été convenu d'interpeller les autres intervenants mettant à disposition des Bancontact, comme Beobank ou Bpost, mais cela n'a pas donné davantage de résultats.

Encore une chose : en mars 2022, une motion avait été votée par notre Conseil communal pour, je cite, « une accessibilité et une proximité pertinente pour les distributeurs automatiques de billets dans la commune d'Auderghem ». Les acteurs interpellés n'ont jamais réagi.

Récemment, et suite à une enquête de l'autorité belge de la concurrence, Batopin a dû réaugmenter de quelque 70 distributeurs supplémentaires son offre au niveau de tout le pays. Une goutte d'eau dans l'océan, mais quand même le signal que l'on a été trop loin dans la diminution du nombre de distributeurs de billets.

Quoi qu'il en soit, aux yeux de Batopin, la stratégie d'implantation des ATM n'entre clairement pas dans les compétences communales et leur vision de la concertation fonctionne à sens unique. Le projet d'une implantation de points cash à Chant d'Oiseau en est l'illustration : si vous regardez la carte des points cash de Batopin, le point provisoire « Chant d'Oiseau » est situé sur Auderghem. Mais nous n'avons jamais été contactés par Batopin à ce sujet, alors que la commune de Woluwe-Saint-Pierre (à qui j'ai posé la question) l'a été pour une implantation au parvis des Franciscains. Comprenez qui pourra. Essayer de comprendre, c'est d'ailleurs ce que je compte faire. Et plus largement, je ne manquerai pas de continuer à interpeller Batopin quant à la nécessaire accessibilité dans tous les quartiers.

En ce qui concerne votre dernière question, je ne peux qu'être d'accord avec vous quant à la nécessité de tenter au maximum de réduire la fracture numérique. De nombreuses initiatives existent pour répondre à ce besoin : je citerai les cours d'informatique organisés par la commune pour les adultes et les seniors, des formations à l'utilisation des outils informatiques dans le cadre du Printemps de l'Emploi, les services d'un informaticien public proposés par le CPAS, des séances d'aide dans les démarches pour les personnes en situation de handicap organisées par le service de l'Action sociale, etc.

Notre zone de police est également active en matière de lutte contre la cybercriminalité en organisant des formations à destination de nos citoyens.

Madame la Conseillère, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 06 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 05.06.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): geldautomaten #

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

De geleidelijke verdwijning van geldautomaten in bankkantoren en op straat is een bekend fenomeen dat zich de afgelopen jaren nog heeft versneld. Als antwoord hierop blijft het bedrijf Batopin Cash-punten ontwikkelen, in overleg met de gemeenten.

Goed nieuws: binnenkort wordt er een nieuw Cash-punt geïnstalleerd in de Chant d'Oiseau-laan. Maar deze aankondiging brengt ook een andere realiteit aan het licht: verschillende wijken van Oudergem blijven verstoken van dit aanbod, waaronder:

- De wijk rond de Invalidenlaan
- De wijk Pinoy – Pré des Agneaux
- De wijk Blankedelle – Transvaal

Toch zijn dit geen marginale wijken: ze tellen een groot aantal inwoners, waaronder veel senioren, personen met beperkte mobiliteit en mensen die niet altijd vertrouwd zijn met digitale tools of elektronische betalingen.

Zeker, we weten dat het gebruik van cash afneemt. Dat is een fundamentele trend, en wellicht een positieve evolutie. Maar deze overgang mag niet ten koste gaan van de meest kwetsbaren. We moeten deze verandering begeleiden, niet ondergaan.

Daarom wil ik u de volgende vragen stellen:

1. Op basis van welke criteria werd het Cash-punt in de Chant d'Oiseau-laan geïnstalleerd?
2. Welke nieuwe Cash-punten zijn er gepland in de gemeente?
3. Werden de bewoners van de dichter bevolkte wijken geconsulteerd om hun behoeften te kennen?
4. Ten slotte: plant de Gemeente specifieke acties om de betrokken doelgroepen (met name senioren en personen met beperkte mobiliteit) te begeleiden in deze overgang naar een minder op cash gericht systeem?

Emmanuelle Poznanski
Fractie leider PS – Oudergem

• **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen**

Mevrouw de Gemeenteraadsleden,

U snijdt hier een bijzonder zorgwekkend punt aan, waar mijn fractie zich tijdens de vorige legislatuur herhaaldelijk zorgen over heeft gemaakt.

Helaas betreft het merendeel van uw vragen informatie die behoort tot de strategie van een privéonderneming, en het is niet aan mij om die toe te lichten. Gemeenten worden hierover bovendien niet geconsulteerd. Tijdens de vorige legislatuur hebben de burgemeester en de schepen van Handel wel een ontmoeting gehad met verantwoordelijken van Batopin over hun beleid inzake de plaatsing van geldautomaten, in het bijzonder naar aanleiding van de verwijdering van de automaat op het Pinoyplein.

Batopin had toen onder meer toegelicht dat hun doel was om groepen van drie tot vier geldautomaten op verschillende locaties binnen de gemeente te installeren. U kunt vaststellen dat dit inderdaad het geval is aan Sint-Julien of aan het station Herrmann-Debroux. Er zou ook een project bestaan op de Vorstlaan. Daarentegen heeft het consortium definitief afgezien van de herinstallatie van “kleinere” automaten, zoals die in de wijk Henrard of op Pinoy.

Er was toen ook afgesproken om andere actoren die Bancontact-automaten aanbieden, zoals Beobank of Bpost, aan te spreken, maar dat heeft helaas geen bijkomend resultaat opgeleverd.

Nog dit: in maart 2022 werd er door onze gemeenteraad een motie aangenomen waarin werd gepleit voor, ik citeer, “een relevante toegankelijkheid en nabijheid van geldautomaten in de gemeente Oudergem.” De aangesproken partijen hebben echter nooit gereageerd.

Recentelijk, en naar aanleiding van een onderzoek door de Belgische Mededingingsautoriteit, heeft Batopin zijn aanbod op nationaal niveau moeten verhogen met zo’n 70 bijkomende automaten. Een druppel op een hete plaat, maar toch een teken dat men te ver is gegaan in het verminderen van het aantal geldautomaten.

Hoe dan ook, voor Batopin valt de strategie rond de plaatsing van geldautomaten duidelijk niet onder gemeentelijke bevoegdheden, en hun visie op overleg is helaas zeer eenzijdig. Het project rond een geldautomaat in Chant d’Oiseau is daar een voorbeeld van: als u de kaart van Batopin met de geldpunten bekijkt, ziet u dat het voorlopige punt “Chant d’Oiseau” op Oudergems grondgebied ligt. Toch zijn wij hierover nooit gecontacteerd door Batopin, terwijl de gemeente Sint-Pieters-Woluwe (waar ik navraag heb gedaan) wél werd gecontacteerd voor de installatie aan het Franciscusplein. Hoe dat precies zit, is moeilijk te begrijpen. Begrijpen is trouwens precies wat ik zal blijven proberen te doen. En breder nog: ik zal Batopin blijven interpellieren over de broodnodige toegankelijkheid in alle wijken.

Wat betreft uw laatste vraag, ben ik het volledig met u eens over de noodzaak om de digitale kloof zoveel mogelijk te dichten. Er bestaan al heel wat initiatieven om hierin tegemoet te komen: zo zijn er informaticacursussen georganiseerd door de gemeente voor volwassenen en senioren, opleidingen in het gebruik van digitale tools in het kader van de “Lente van de Werkgelegenheid”, de dienstverlening van een publieke informaticus via het OCMW, hulp bij administratieve stappen voor personen met een handicap georganiseerd door de dienst Sociale Actie, enzovoort.

Ook onze politiezone is actief in de strijd tegen cybercriminaliteit en organiseert opleidingen voor onze burgers.

Mevrouw de Gemeenteraadslid, ik hoop dat ik uw vragen naar behoren heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 06 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos